

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Géopolitique et stratégie

N° 516 du 12.03.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

Travailleurs Palestiniens volés depuis 40 ans : 2 milliards selon un rapport d'économistes Israéliens.

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

1-1 James Petras : Mossad: Israël peut donc tout se permettre.

1-2 Koffi Cadjehoun : Torture, mensonges et vidéo.

1-3 Luc Delval : L'Europe comme elle va.

1-4 Judy Dempsey : Les relations d'Angela Merkel avec Israël empêchent la solution du conflit au Proche-Orient.

1-5 Une barricade n'a que deux côtés.

1-6 James Petras : Les assassinats politiques par le Mossad soulèvent des questions politiques.

1-7 Gilad Atzmon : Pourquoi faut-il autant d'agents du Mossad pour étouffer un Palestinien avec un oreiller ?

1-8 Uri Avnery : Dubaï, une opération d'Etat voyou dommageable à Israël.

2 Annexe

2-1 Un samedi à Hébron

2-2 Hajj Abu Imad Rifa'i : L'image de cette résistance légendaire d'un peuple abandonné.

2- 3 L'Impérialisme au Moyen-Orient.

2-4 Le début de l'année 2010 enregistre des régressions socio économiques très graves.

2-5 Michèle Decaster : En cette année du cinquantenaire des indépendances, le combat anticolonial est toujours d'actualité.

Pièce jointe

Michel Staszewski - Israël-Palestine : Une paix juste passe par le rejet de tous les racismes.

Tiré a part

Travailleurs Palestiniens volés depuis 40 ans : 2 milliards selon un rapport d'économistes Israéliens.

Jérusalem - Selon des économistes israéliens, Israël a dérobé aux Palestiniens plus de 2 milliards de \$. On a déduit de leur salaire des contributions diverses dont ils n'ont jamais bénéficié. Un nouveau rapport intitulé Vol d'État dit que l'extorsion a continué après l'établissement de l'autorité palestinienne en 1994. Les fonds auraient dû aller à une caisse spéciale pour les travailleurs.

Les officiels israéliens disent que la majorité des déductions des salaires des travailleurs a été investie dans des projets d'infrastructure dans les Territoires Palestiniens, ce qui signifie probablement qu'ils ont couverts les généreux subsides offerts par l'État aux colonies.

Un des auteurs du rapport, Mr Shir Hever, un économiste basé à Jérusalem précise : « C'est un cas indubitable de vol à grande échelle. Je ne vois aucune raison qui permettrait à Israël de retarder le remboursement de ces fonds, soit aux travailleurs soit à leurs bénéficiaires. »

Les retenues réduisent le salaire net d'environ 20% qui servent à alimenter les diverses assurances (chômage, vieillesse, invalidité, santé) ainsi que les paiements pour le syndicat, les enfants, les vacances et les congés de maladie. Selon le rapport du Centre pour l'Information Alternative et de Kav La'Oved, 92 % de ces fonds ont été transférés au ministère des finances. Le rapport donne une précision qui fait mal : ces fonds ont servi à acheter des fours portables pour les soldats qui l'année dernière pendant trois longues semaines ont attaqué Gaza.

Le ministre des finances qualifie ce rapport d'inexact et de fallacieux mais il ne daigne pas expliquer sur quelle base il porte ce jugement.

Mr Hever dit que le service gouvernemental responsable des déductions avait d'abord refusé de révéler ses chiffres mais avait finalement accepté de le faire puisque des fuites à l'interne avaient déjà divulgué certaines statistiques significatives.

PAJU (Palestiniens et Juifs Unis) no 473, le 5 mars 2010

Adapté de « Israel Stole \$2bn from Palestinian Workers » par Jonathan Cook.

http://www.palestinechronicle.com/view_article_details.php?id=15727

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 James Petras : Mossad: Israël peut donc tout se permettre.

Le 19 janvier, la police secrète internationale d'Israël, le Mossad, envoyait à Dubaï une équipe de tueurs, tous munis de passeports européens, prétendument « volés » à des citoyens israéliens à la double nationalité et modifiés à l'aide de photos truquées et de fausses signatures.

Leur mission : assassiner un dirigeant palestinien.

Les preuves sont accablantes. La présentation par la police de Dubaï des vidéos détaillées réalisées avec les caméras de surveillance et montrant les assassins a été corroborée par le témoignage d'experts israéliens de la sécurité et applaudie par les principaux journaux et journalistes israéliens. Le Mossad a déclaré ouvertement que Mabhouh était une cible prioritaire et qu'il avait survécu jusque-là à trois précédentes tentatives d'assassinat.

Israël n'a même pas pris la peine de démentir l'assassinat. En outre, le système sophistiqué de communication utilisé par les tueurs, la logistique et la planification de leurs entrée, allées et venues, puis sortie de Dubaï et l'ampleur de l'opération présentent toutes les caractéristiques d'une opération d'État de haut niveau.

De plus, seul le Mossad aurait accès aux passeports européens de ses concitoyens à double nationalité ! Seul le Mossad aurait la capacité, la motivation, l'intention avérée et la volonté délibérée de provoquer un incident diplomatique avec ses alliés européens, en sachant pertinemment bien que la colère des gouvernements ouest-européens finirait par retomber, vu leurs liens profonds avec Israël. Après une enquête minutieuse et l'interrogatoire de deux collaborateurs palestiniens du Mossad qui ont été arrêtés, le chef de la police de Dubaï a déclaré qu'il était sûr que c'était bien le Mossad qui était derrière l'assassinat.

Les problèmes politiques plus importants

La politique israélienne des assassinats à l'étranger soulève de graves questions en menaçant les fondements de l'État moderne : la souveraineté, le pouvoir des lois et la sécurité nationale aussi bien que celle des individus.

Une des politiques ouvertement déclarée d'Israël consiste à violer la souveraineté de n'importe quel pays en vue de tuer ou d'enlever ses opposants (à Israël). Tant dans leur proclamation que dans leur mise en pratique réelle, les lois, décrets et actions à l'étranger d'Israël supplantent les lois et les organes d'application de la loi de toute autre nation. Si la politique israélienne se mue en pratique commune dans le monde entier, nous allons entrer dans une jungle aussi sauvage que le monde de Hobbes. Les individus y seront exposés aux intentions meurtrières d'équipes de tueurs venues de l'étranger qui ne seront tenus par aucune loi ni aucune autorité nationale responsable. Chaque État sans exception pourrait imposer ses propres lois et franchir ses frontières

nationales afin d'assassiner impunément des citoyens ou résidents d'autres nations. Les assassinats hors frontières d'Israël se moquent totalement de la notion même de souveraineté nationale. L'élimination extraterritoriale d'opposants par une police secrète était une pratique courante de la Gestapo nazie, de la GPU de Staline et de la DINA de Pinochet et elle est devenue aujourd'hui une pratique – condamnée – des « Forces spéciales » américaines et de la division clandestine de la CIA. De telles actions sont la marque de fabrique des États totalitaires, dictatoriaux et impérialistes, qui foulent systématiquement aux pieds les droits souverains des peuples.

La pratique par Israël de ces assassinats extrajudiciaires et extraterritoriaux, mise en exergue par le récent assassinat de Mahmoud al Mabhoh dans une chambre d'hôtel de Dubaï, viole tous les préceptes fondamentaux du pouvoir de la loi. Les assassinats extrajudiciaires commandés par un État signifient que sa propre police secrète est juge, procureur et bourreau en même temps, qu'elle n'est freinée par aucune souveraineté, aucune législation, aucun devoir d'un État de protéger ses citoyens et ses hôtes. Les preuves, les procédures légales, les droits de la défense et les contre-interrogatoires sont complètement mis de côté, dans ce processus. L'assassinat extrajudiciaire sponsorisé par l'État sape complètement tout procès en bonne et due forme. L'élimination des opposants à l'étranger est la prochaine étape logique, après les simulacres de procès très médiatisés par Israël et qui s'appuient sur des lois racistes et des décrets de détention administrative qui ont dépossédé le peuple palestinien et violé les lois internationales.

Les escadrons de la mort du Mossad opèrent directement sous les ordres du Premier ministre israélien (qui a d'ailleurs approuvé personnellement le récent assassinat). Une grande majorité des Israéliens soutient fièrement ces assassinats, surtout lorsque les tueurs échappent à toute détection et à la capture. Les opérations d'assassinats extrajudiciaires menées sans la moindre entrave et impunément par des escadrons de la mort étrangers soutenus par l'État, constituent une grave menace pour tout critique, écrivain, dirigeant politique et militant des droits civiques qui a le front de critiquer Israël.

Les tueurs du Mossad – Le feu sioniste

Le précédent que constitue l'assassinat par Israël de ses adversaires à l'étranger, établit les limites extérieures de la répression par ses partisans à l'étranger qu'on retrouve dans les principales organisations sionistes, dont la plupart ont toujours soutenu les violations par Israël de la souveraineté nationale via ses assassinats extrajudiciaires. Si Israël élimine physiquement ses opposants et les gens qui osent le critiquer, les 51 principales organisations juives d'Amérique répriment les critiques émises aux États-Unis à l'encontre d'Israël. Elles exercent activement des pressions sur les employeurs, les présidents d'université et les responsables publics pour qu'ils licencient leurs employés, universitaires et autres professionnels qui osent s'exprimer verbalement ou pas écrit contre les tortures, les massacres et la dépossession massive des Palestiniens par Israël.

Quoi qu'il en soit, les commentaires les plus critiques, en Israël et ailleurs, concernant l'assassinat commis par le Mossad à Dubaï épinglent l'« incompetence » des agents, y compris le fait d'avoir permis que leurs visages de figurer sur de nombreuses vidéos en changeant maladroitement leurs perruques et leurs vêtements sous l'œil des caméras. D'autres critiques déplorent qu'en salopant son travail, le Mossad soit occupé à « ternir l'image d'Israël » en tant qu'État démocratique et qu'il fournisse ainsi de l'eau au moulin des antisémites. Aucune de ces critiques superficielles n'a été reprise par le Congrès américain, par la Maison-Blanche ou par les présidents des principales organisations juives d'Amérique, où la règle mafieuse de l'omerta, ou silence, règne sur tout et où la complicité avec ce genre de crime est de mise.

Conclusion

Alors que les critiques se lamentent à propos du travail bâclé du Mossad, qui complique la tâche des puissances occidentales désireuses au cas où elles souhaiteraient proposer une couverture diplomatique à Israël pour ses opérations à l'étranger, on n'a jamais abordé la question fondamentale : l'acquisition par le Mossad, puis la falsification des passeports officiels britanniques, français, allemands et irlandais de citoyens israéliens à double nationalité soulignent la nature cynique et sinistre de l'exploitation par Israël de ses citoyens à double nationalité dans la poursuite des sanglants objectifs de sa politique étrangère. L'usage par le Mossad de vrais passeports fournis par quatre nations européennes souveraines à leurs citoyens dans le but d'assassiner un Palestinien dans un hôtel de Dubaï soulève la question de savoir à qui les citoyens israéliens à « double » nationalité doivent vraiment allégeance et jusqu'où ils veulent aller en défendant ou en prônant les assassinats israéliens à l'étranger.

Grâce à l'usage par Israël de passeports britanniques pour entrer à Dubaï et assassiner un adversaire, chaque homme d'affaires ou touriste britannique qui se rendra dans le Moyen-Orient sera soupçonné de liens avec les escadrons israéliens de la mort. Avec les élections de cette année et les partis travailliste et conservateur qui comptent grandement sur les millionnaires sionistes pour financer leur campagne, il reste à voir si le Premier ministre Gordon Brown fera davantage que geindre et minauder

Traduit par Jean-Marie Flémal pour [Investig'Action - michelcollon.info](http://www.investigaction.com)

22 Février

Source: [michelcollon.info](http://www.michelcollon.info)

http://www.michelcollon.info/index.php?view=article&catid=6&id=2575&option=com_content&Itemid=11

1-2 Koffi Cadjehoun : Torture, mensonges et vidéo.

Quand un immeuble fait trente étages, est-il réducteur d'en décrire vingt?

Je lis l'article du sociologue Petras consacré à l'assassinat d'un chef militaire du Hamas à Dubaï, le vaillant martyr Mahmoud.

Maintenant, dans la presse officielle française, on parle carrément de Dubaïgate et on incrimine carrément Israël.

C'est sûr, c'est juste. Israël s'est fait piéger.

L'arroseur arrosé?

Ne nous montre-t-on pas l'envers d'un décor pour nous en cacher la partie ultime?

<http://www.voltairenet.org/article164208.html>

Petras s'alarme des dangers (réels) que pose l'usage frauduleux de passeports occidentaux, en particulier britannique, par les services secrets israéliens qui sont allés assassiner Mahmoud à Dubaï. Pensez : les populations *orientales* ont de quoi être révoltées par la faiblesse étatique *occidentale*. Les États-nations occidentaux se contentent de protester sans agir contre les crimes d'Israël.

Dernier en date : l'Australie, membre du Commonwealth et monarchie constitutionnelle sous la coupe de la reine du Royaume-Uni, a mis en garde Israël contre l'utilisation illégale de ses passeports trafiqués.

Comment expliquer cette attitude de lâcheté des États occidentaux?

Petras met en garde. C'est la preuve de la compromission occidentale qui se couche devant Israël!

Les Britanniques se couchent!

Les Français se couchent! Les Allemands se couchent!

Les Australiens se mouchent? C'est louche?

Seule explication plausible : l'Occident est prisonnier de la domination sioniste. Pour accepter qu'un État vous pique vos passeports et s'en servent aux fins d'assassiner en toute impunité un citoyen en guerre dans un pays souverain, il faut que les États-nations d'Occident soient tenus par leur col *cool* (pour rester poli). Sauf qu'on ne comprend pas pourquoi les Israéliens se sont montrés aussi maladroits dans leur forfait. Serait-ce que leurs tueurs sont aussi touchés par la *crisité* morose?

On ne comprend pas non plus comment des tueurs israéliens agiraient à Dubaï sans que les services britanniques sur place (dont l'importante base du MI-6) soient *au moins* au courant, voire aient été complices du coup. Certains articles relayent cette hypothèse. Pas Petras. Les Israéliens sont-ils les exécutants ou les commanditaires? Les autorités de Dubaï peuvent s'agiter tant qu'elles veulent, leur souveraineté n'est pas crédible. Dubaï est surnommée la nouvelle Hong-Kong et se trouve en faillite depuis que sa bulle immobilière a explosé (fin 2009). Serait-ce la raison de la déconfiture des escadrons de la mort israéliens sur son territoire *violée*? On ne comprend pas davantage par quel miracle *irrationnel* la puissance israélienne bafouerait toutes les lois de l'histoire, de la politique, de l'économie...

Comment expliquer cette domination inexplicable, dont deux politologues chevronnés comme Walt et Mearsheimer ont montré qu'elle exerçait aux États-Unis une influence aussi impressionnante que défavorable?

Problème de la domination israélienne : elle serait irrationnelle, puisqu'elle ne s'appuierait sur aucun élément explicatif tangible pour assurer sa mainmise tandis qu'elle défavoriserait ses auxiliaires *esclavagisés*. On veut bien, sous la menace d'intérêts supérieurs (à énoncer), que les contrôlés États-Unis se taisent et s'inclinent, comme les autres démocraties d'Occident; mais il est aberrant que l'Occident accepte l'impérialisme sionisto-israélien sans raison valable.

Moi, je ne cherche pas à excuser d'une manière ou d'une autre les crimes d'Israël. Je soumetts la question que le prestigieux Petras et les autres analystes chevronnés ne posent jamais : comment expliquer l'impunité d'Israël face à l'Occident? Face aux Palestiniens, on comprend : les Israéliens sont plus forts. Ils ont tort, mais ils sont plus forts. Mais face aux États-Unis? Face à l'Union européenne? Dans le cas de l'assassinat de Mahmoud à Dubaï, il ne s'agit pas d'expliquer que d'autres services secrets ont agi en piégeant les Israéliens - coutumiers du coup.

Il s'agit de se demander si les Israéliens sont les exécutants ou les commanditaires. Cette question spécifique (l'assassinat de Mahmoud) recoupe les autres interrogations sur l'influence exorbitante d'Israël. Israël a le pouvoir de commander les États-Unis? Si vous voyez un nain donner ses ordres à un géant, il y a une raison! S'il n'y a pas de raison, c'est pire. Nous sommes dans cette situation. Aucune raison ne vient étayer l'impérialisme israélien et la domination qu'il exercerait par miracle sur l'Occident. Dans cette affaire hideuse d'assassinat, le scandale est d'autant plus retentissant qu'il laisse désarmés les États occidentaux qui se contentent de récriminations diplomatiques et informelles là où des sanctions officielles et fermes devraient être prises sans tarder.

Osons des hypothèses : si la puissance étatique de l'État-nation plus qu'hybride d'Israël n'explique en rien la puissance inégalée dont il bénéficierait de la part de la communauté internationale, il est impossible que les raisons découlent du précédent moralo-victimaire de la Shoah. Faut-il en déduire que la suprématie confinant à la toute-puissance d'Israël découlerait du soutien dont il bénéficie dans les cercles financiers ainsi qu'une rumeur le laisse entendre, certains échos dérivant vers la *judéophobie* (terme plus approprié que l'antisémitisme galvaudé) et autres vilaines manies?

L'examen des cercles financiers mondialistes donne la réponse - pas celle qu'on attend. Les sionistes ne sont pas les maîtres des factions financières. Ceux parmi les sionistes qui en font partie (nuance d'importance) en sont les valets, les instruments, les exécutants. Bien entendu, leur statut leur confère une *nuisibilité* ambiguë, à l'instar du privilège paradoxal dont bénéficie l'esclave par rapport au maître dans la fameuse dialectique de Hegel. Mais l'essentiel n'est pas là. L'essentiel nous est fourni par la question de l'identité des cercles financiers.

Jamais les analystes qui prétendent contester les méthodes inacceptables d'Israël ne mettent en avant ce lien - pourtant cerné. Un Petras ne fait pas exception à l'interprétation qui s'en tient à l'impérialisme sioniste (voire *USraélien*) par souci de préserver le fondement politique des États-nations. Pourtant, la reconnaissance de l'existence d'un impérialisme, quelle que soit son identité, est contradictoire avec la constitution (c'est le cas de le dire) de l'État-nation moderne, tel qu'il découle des accords de Westphalie (1648).

L'impérialisme pirate l'État-nation en instaurant la prédominance des factions. Factions oligarchiques. C'est le cas dans cette affaire d'assassinat politique où il est clair que les États-nations occidentaux ont été manipulés par d'autres formes que les structures étatiques. On peut avancer que les États-nations sont piratés par l'impérialisme

israélien comme Petras. La forme hybride de l'État israélien, qui ne repose pas sur une forme rationnelle comme l'État-nation, sans être tout à fait non plus une forme tribaliste telle qu'il le revendique en partie, plaide en faveur d'un État qui découle d'une influence impérialiste.

Mais si cette influence ne relève pas du sionisme? Rappelons qui a créé Israël : l'Empire britannique. Rappelons que cet Empire a muté en une myriade de factions financières et apatrides, dont le Commonwealth est une forme institutionnelle. Israël n'agit pas pour son compte propre. Il s'agit pour son malpropre chef. Il *exécute* pour cet Empire qui est le commanditaire direct ou indirect de ses actes. Israël est un exécutant plus ou moins consentant, plus ou moins en accord, plus ou moins Frankenstein - mais c'est un exécutant.

Il ne travaille pas pour des alliés idéologiques, mais pour des supérieurs impérialistes. Supérieurs en ce que ce sont des factions financières qui se jouent des fictions étatiques. Avez-vous jamais entendu parler de - *story tellings*? Dans cette affaire comme dans les autres qui sortent avec d'autant plus de facilité que l'Empire britannique décline et s'érode, Israël est au mieux une sorte de Frankenstein ou, sans vilain jeu de mots, de Golem : une créature plus ou moins monstrueuse, qui se montre incontrôlable, mais qui agit selon son créateur. Une forme hybride qui agit en passerelle médiatique entre les nations (dont elle n'est pas vraiment) et les factions (dont elle n'est pas non plus). La patte impérialiste ne profite pas à Israël. La structure israélienne indique que c'est un État de type impérialiste, un État qui dépend étroitement de l'impérialisme qui le régit. Quand cet impérialisme s'effondrera, Israël suivra.

Dans l'affaire de Dubaï, on voit le masque créateur/créature se lézarder. D'ordinaire, dans les assassinats ou les attentats perpétrés par le Mossad, on apprenait quelques dizaines d'années après l'existence de soupçons ayant valeur de quasi certitudes; l'excuse commode de l'antisémitisme (terme impropre) permettait de retarder le cours inéluctable des révélations. Cette fois, Israël n'a pas été trop loin. Israël a été piégé dans son coup tordu. Israël a-t-il cru agir avec la même couverture que d'habitude? Avait-il l'aval des services secrets britanniques à propos de la plaque-tournante de Dubaï? Se montrer à côté de la plaque, c'est un comble pour une place financière!

Les services secrets britanniques ne sont pas le peuple britannique - les peuples qui occupent l'espace de l'État-nation britannique. S'il est certain qu'Israël agit contre les peuples en manipulant grossièrement les passeports occidentaux de ressortissants possédant la double nationalité (souvent britannique/israélienne), il est encore plus certain qu'il n'est supérieur aux peuples que parce qu'il est la créature *golémique* de l'impérialisme britannique. En agissant à Dubaï, Israël a-t-il estimé être protégé par ses protecteurs? Les services secrets qui travaillent pour les factions financières secrètes de l'Empire? Pas les peuples. Les peuples, Israël s'en fiche. Les peuples, il les fiche. C'est ringard pour les impérialistes, les peuples. Quand on est mondialiste, on méprise les peuples. On mélange le progrès et l'amalgame avec le nationalisme le plus nauséabond. Aucune nuance, aucune culture. On est là pour faire du fric, pas de *freak*. A Dubaï, le couac dans cette histoire *gore* impliquant torture et sévices, c'est que les manipulateurs ont été manipulés. Les *sevices* israéliens ont fait confiance aux sévices britanniques. Depuis le temps qu'ils travaillent ensemble, main dans la main, quel est le problème? Résultat : le Dubaïgate, soit le piège! La mémoire de Mahmoud est vengée? Peut-être est-ce son fantôme qui a orchestré la mise en scène foireuse et minable? Foire digne de néophytes! D'ordinaire, le Mossad élimine avec une science *consumée*, souvent explosive. Cette fois, les *amateurs professionnels* se baladaient avec une nonchalance criminelle dans les couloirs de l'hôtel, filmés à l'insu de leur plein gré par des caméras opportunes. La police de Dubaï a mené son enquête avec une célérité remarquable et a lancé des avis de recherche assortis de photos dans la presse internationale. Les gazettes s'en donnent à cœur joie.

Comme dans les scandales de dopage autour du Tour de France, les journalistes feignent de découvrir ce que tout le monde savait dans les alcôves des potins : en l'occurrence, Israël tue. Pour ses intérêts de nation hybride, toujours avec la complicité des factions financières qui composent l'Empire britannique. Du coup, la question que pose Petras est caduque, au moins réducteur : l'oukase diplomatique qu'Israël a posé en usurpant l'identité des ressortissants occidentaux avec l'histoire à dormir debout des passeports biaisés; plus l'insécurité qui entourent désormais les citoyens occidentaux en insécurité (sur ce point, c'est un juste retour de flammes, au vu de la passivité complice de ces citoyens à l'égard des crimes d'Israël et de leur pays respectif).

J'irais même jusqu'à dire que Petras commet un contresens terrible pour un sociologue soi-disant analyste chevronné et émérite des sociétés : il réduit le problème israélien, singulièrement l'assassinat du résistant Mahmoud, à un problème entre États-nations. Comme si Israël était un État-nation de type impérialiste qui aurait manqué aux lois élémentaires du droit international. La réalité est pire : si les États-nations occidentaux tardent à régir, s'ils se montrent si embarrassés, ce n'est pas parce qu'ils seraient dominés par l'État-nation israélien. C'est parce qu'ils sont dominés par les factions financières de l'Empire - britannique.

C'est qu'Israël, qui n'est pas un État-nation et qui ressemble de plus en plus à un Golem rebelle, agit pour le compte de ces factions. L'analyse que produit Petras est emblématique de la mentalité occidentaliste : *faire comme si*. Comme si les factions relevaient de la fiction. Comme si les frictions concernaient les nations. Les nations sont dépassées. Il suffit de lire les brillantes envolées d'un ancien conseiller de Blair l'Homme de Paille - pardon, de Paix au Proche-Orient pour le compte de J.P. Morgan : Robert Cooper, partisan de l'impérialisme du doux nom de globalisation, soit d'un impérialisme qui associerait l'Union européenne à l'image de la Rome antique : "*Ceci suggère que l'histoire du monde est une histoire d'empires. (...) La non existence d'empire (...) est sans précédent dans l'histoire. La question est de savoir si cela peut continuer. Il existe des raisons théoriques et pratiques pour penser que non*".

Petras et tous les anti-impérialistes qui se trompent d'identité impérialiste : le problème que pose l'assassinat de Mahmoud, la conduite d'Israël depuis sa création (avec une gradation suicidaire et incontrôlable à mesure que l'Empire s'effondre, depuis le symbolique 911), c'est le conflit des factions contre les nations. Écoutez Petras se tromper en représentant le contre-point de vue institutionnel (le sociologue réputé présenté comme le Rebelle de service, l'intellectuel contestataire à la Chomsky, l'emblème mondiale) : "*Alors que les critiques se lamentent à*

propos du travail bâclé du Mossad, qui complique la tâche des puissances occidentales désireuses au cas où elles souhaiteraient proposer une couverture diplomatique à Israël pour ses opérations à l'étranger, on n'a jamais abordé la question fondamentale : l'acquisition par le Mossad, puis la falsification des passeports officiels britanniques, français, allemands et irlandais de citoyens israéliens à double nationalité soulignent la nature cynique et sinistre de l'exploitation par Israël de ses citoyens à double nationalité dans la poursuite des sanglants objectifs de sa politique étrangère. L'usage par le Mossad de vrais passeports fournis par quatre nations européennes souveraines à leurs citoyens dans le but d'assassiner un Palestinien dans un hôtel de Dubaï soulève la question de savoir à qui les citoyens israéliens à « double » nationalité doivent vraiment allégerance et jusqu'où ils veulent aller en défendant ou en prônant les assassinats israéliens à l'étranger."

Maintenant, écoutez ce Cooper emblématique de la mentalité impérialiste britannique reconvertie en impérialisme européen : "*Le rêve d'un état Européen est une relique d'un autre âge. Il est fondé sur l'idée que les États-nations sont fondamentalement dangereux et que la seule façon de mater l'anarchie des nations c'est d'imposer une hégémonie sur l'ensemble.*" Si ce n'est pas assez clair, vous avez en prime un condensé de pensée impérialiste britannique : [l'Union européenne s'avère] "*l'exemple le plus développé d'un État post-moderne, (...) un système d'association sur une base volontaire, plutôt qu'une subordination d'États à un pouvoir central.*" Cette conception orwellienne implique "*la sécurité fondée sur la transparence, l'ouverture mutuelle, l'interdépendance et la vulnérabilité mutuelle.*"

Problème : L'Europe postmoderne selon le gourou Cooper, porte-parole des intérêts impérialistes européens promus par les financiers de l'Empire britannique, se trouvera rapidement en confrontation avec les intérêts seulement modernes (les désuets États-nations), voire pré-modernes (les sauvages États *décolonisés* et dominés). C'est typiquement ce qui se produit avec la Palestine. Ce pourrait être le cas des pays recomposés et décomposés d'Afrique. Que propose notre libéral-impérialiste sauce Commonwealth ou parfum Buckingham ? "*S'habituer à l'idée du double standard. Entre nous, nous fonctionnons sur la base de lois et de sécurité coopérative. Mais quand nous traitons avec des États plus archaïques à l'extérieur du continent postmoderne de l'Europe, nous devons revenir aux méthodes plus dures de l'ère de jadis : la force, l'attaque préventive, la ruse, bref, tout ce qui est requis pour s'occuper de ceux qui vivent encore dans la guerre de 'tous contre tous' du XIXe siècle.*"

Mais encore ? "[Entre nous] *nous respectons la loi. Mais quand nous agissons dans la jungle, nous devons utiliser la loi de la jungle.*" Cette conception irrationnelle et inconséquente entraîne une conséquence que l'on pourra nommer néo-conservatrice : "*On ne peut pas traiter Saddam Hussein comme on traite son voisin. Si on a un problème avec la France ou l'Allemagne, on négocie. Mais il y a des dirigeants avec lesquels on ne peut pas négocier.* »

Tiens ? Mais c'est typiquement le comportement que manifestent jusqu'à la bêtise les Israéliens à l'encontre des Palestiniens ? Ne serait-ce pas le dégât collatéral qui est arrivé à Mahmoud, sombrement liquidé dans une chambre de palace à Dubaï ? Les Israéliens sont l'émanation extra-occidentale de la conception impérialiste *coopérative* développée par l'impérialiste Cooper. On ne cesse de nous rabâcher jusqu'à la nausée qu'Israël pourrait rejoindre l'Union européenne. L'honnête Premier ministre italien Berlusconi a pu entonner son refrain favori sur ce point : non pas d'offrir des femmes fatales aux officiels israéliens, mais d'accueillir Israël au sein de l'Union européenne. Les choses sont claires ?

L'État bizarre d'Israël s'explique : il correspond à la forme impérialiste telle que la développe Cooper, coincée entre les deux références fétiches de Cooper, le droit procédurier d'un Grotius et l'autoritarisme étatique d'un Hobbes. Un mélange entre l'approche de la Compagnie des Indes hollandaise et la *différence* de la Compagnie des Indes britannique ? L'impérialisme d'Israël s'explique : il correspond à la nouvelle forme que recherche l'Empire britannique comme resucée de son aventure *postcolonisatrice* à bout de soufre. Après la décolonisation politique et la *postcolonisation* économique, il est temps de (re)lancer la poursuite échevelée de l'impérialisme financier sur de nouvelles bases, un impérialisme affublé du qualificatif de *coopératif* et fondé sur le droit du plus fort.

Derrière la sophistication postmoderniste, juridique et sécuritaire, rien de nouveau sous le soleil : Cooper rompe les fondements de l'Empire romain (et de ses ancêtres). Que dit Cooper quand il s'adresse à la Trilatérale en 2000 ? Il propose un partage entre les élites européennes et américaines. Par ailleurs, Cooper désigne la forme fédérale de l'État-nation américain comme l'ennemi véritable de l'impérialisme coopératif de l'Union européenne. Il est où l'impérialisme américain ? La domination américaine serait-elle une domination d'État-nation incompatible avec l'impérialisme ? Le soutien aveugle et scandaleux des États-Unis à l'égard d'Israël révélerait-il que l'impérialisme américain est d'obédience britannique (confédérée) et parasite les institutions américaines ? Israël est la structure satrapique correspondant à la forme politique qu'attend et conçoit l'Empire britannique, qui se cherchait un antre et qui a trouvé un refuge doré dans lequel s'abriter : les États-nations d'Occident. Dans cette sphère, Israël est la satrapie qui joue le rôle de l'émissaire du Proche-Orient.

Israël est une satrapie de l'Union européenne, qui empeste la mentalité de l'Empire britannique. Cooper théorise longuement sur les zones d'ordre opposées aux zones de chaos. Non seulement l'affrontement sans fin (et sans frein) entre la Palestine et Israël incarne cette opposition, mais l'adage *diviser pour régner* est l'adage qui gouverne les empires. Israël est utilisé par les factions financières comme l'éternelle *pompe* de discorde chargée de semer la zizanie dans cette région hautement stratégique depuis les accords de Sykes-Picot.

Quand Israël le délégué satrapique commet un incident diplomatique majeur contre plusieurs États souverains d'Europe (et du Commonwealth !) et qu'il demeure impuni, il importe de noter que c'est le signe, non de la domination *classique* de l'État d'Israël, mais de la forme mutante et satrapique d'Israël au service des factions et en lutte contre les nations. Israël est le fer de lance régional (dans une région stratégique) de l'impérialisme européen de férule britannique. Israël est intouchable parce qu'il suit l'agenda du chaos des factions : détruire les

États-nations pour retirer les marrons du feu. Incriminer l'État-nation fédéral des États-Unis est une diversion contre-productive. Au mieux, il convient d'incriminer les factions confédérées des États-Unis, dont le centre se situe entre Chicago et Wall Street. Confédérés à l'appellation explicite, qui sont le prolongement allié des factions de l'Empire britannique. Dans ce jeu en réseau, qui est détruit en premier *lieu*? La marionnettes Israël.

C'est ce que le sociologue Petras fait mine de ne pas voir et c'est en quoi nous pouvons lui reprocher de ne pas diffuser un message contestataire, mais un script brouillé et mal décodé, en trahissant les idéaux de ceux qui prétendent lutter contre les injustices d'Israël. Remonte à la cause au lieu de t'en tenir à la clause! Il est légitime de dénoncer les crimes d'Israël. Si l'on veut vraiment empêcher Israël de poursuivre son action dévastatrice et sanguinaire, à Gaza et ailleurs, il convient d'identifier son mode de fonctionnement, en particulier sa mentalité. Il convient de désamorcer le jeu des factions et de ne pas réduire la problématique à des querelles de nations.

Koffi Cadjehoun

1er mars

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Koffi_Cadjehoun.260210.htm

1-3 Luc Delval : L'Europe comme elle va.

Le 19 février dernier, Barbara Delcourt, professeur au département de Sciences Politiques de l'Université Libre de Bruxelles, était l'invitée du Centre culturel arabe en Pays de Liège, dans les locaux de l'ULg.

Elle y présentait un travail d'analyse de discours auquel elle s'est livrée, concernant les prises de position de l'Union Européenne dans le conflit israélo-palestinien.

Première conclusion, étayée par des exemples indiscutables : la soi-disant "équidistance" de l'Europe des 27, qui prétend se situer "à mi-chemin" entre israéliens et palestiniens, n'est que de la poudre aux yeux, et les positions adoptées ne tiennent ni face aux droit international (quelle que soit la branche de celui-ci à laquelle on se réfère) ni bien souvent face à la simple logique. On n'en sera guère étonné, hélas.

Barbara Delcourt met en évidence une autre évolution très préoccupante de la politique européenne, dans le sillage tracé par les Etats-Unis et Israël : la négation du "droit de résistance" des peuples colonisés ou sous domination étrangère. L'Assemblée générale des Nations-Unies a pourtant consacré depuis de nombreuses années le principe qui veut qu'est légitime "**la lutte des peuples pour leur indépendance, leur intégrité territoriale et leur unité nationale et pour se libérer de la domination coloniale et étrangère par tous les moyens à leur disposition, y compris la lutte armée**". Celle-ci n'est certes pas un idéal à atteindre, mais c'est un droit. C'est aux intéressés de juger s'ils doivent s'en servir et comment.

Il conviendrait de le rappeler avec insistance aux dirigeants européens qui, en notre nom, prétendent le mettre à mal par toutes sortes de détours. On ne peut en effet se dispenser de mettre la démonstration du Pr Delcourt en relation avec les informations qui démontrent que l'Union européenne finance généreusement la recherche israélienne en matière d'armement. On ne peut davantage faire abstraction du fait que, selon des données récentes (mais officieuses - LLB du 23 février 2010) la Belgique (et singulièrement la Wallonie) exporte de plus en plus d'armes : pour plus d'un milliard d'Euros en 2009 !

Luc Delval

26 février 2010,

Voici les vidéos que j'ai tournées lors de cette conférence de Barbara Delcourt :

voir sur le site original: <http://www.lesdoigtsdanslacrise.info/index.php?post/2010/02/26/Double-standard-revival>
<http://www.lesdoigtsdanslacrise.info/index.php?post/2010/02/26/Double-standard-revival>

1-4 Judy Dempsey : Les relations d'Angela Merkel avec Israël empêchent la solution du conflit au Proche-Orient.

Angela Merkel, qui revendique être la plus sioniste des chanceliers allemands, mène à titre personnel une politique de soutien sans condition à l'Etat d'Israël en contradiction avec la position officielle de son pays en faveur d'une paix équilibrée entre Palestiniens et Israéliens. Cette attitude paralyse l'Union européenne au Proche-Orient, observe la correspondante à Berlin du « New York Times ».

Il existe quelques thèmes de politique étrangère dont Angela Merkel n'aime pas parler.

L'un, c'est l'Afghanistan.

L'autre c'est le conflit israélo-palestinien, comme on a pu l'observer de nouveau lors de la conférence de presse qu'elle a tenue avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu le 18 janvier à Berlin [1]. Interpellée sur la question de la politique israélienne des colonies et le blocus de Gaza, elle a minimisé le problème : « Il serait temps de relancer le processus de paix » – puis elle a abordé le sujet suivant.

Des responsables du gouvernement allemand trouvent très difficile de critiquer Israël, parce que l'Allemagne porte la responsabilité de l'holocauste et à cause du devoir moral que le pays s'est imposé en faveur de l'existence de l'Etat d'Israël. Cela vaut surtout pour Mme Merkel qui voudrait nouer une relation plus étroite avec Israël. La position de la chancelière a rendu plus difficile encore la tâche de l'Union européenne de s'exprimer d'une seule voix au Proche-Orient.

Mais la ligne politique de Mme Merkel est incohérente. Fin 2005, lorsqu'elle a été élue chancelière pour la première fois, elle a mis en avant les droits de l'homme et la paix. Elle a critiqué la politique chinoise concernant les droits de l'homme et en 2007 elle a pris la décision très controversée de rencontrer à la chancellerie fédérale le Dalai Lama. La Chine l'a mise en garde contre les conséquences sérieuses qui en découleraient, par exemple de suspendre des contrats économiques très lucratifs. Mais à part l'annulation de quelques réunions à un échelon supérieur, il n'y a eu que peu de réactions.

Lorsque Mme Merkel a rencontré quelques organisations non gouvernementales que Vladimir Poutine avait essayé d'interdire, les relations entre Berlin et Moscou se sont refroidies. C'était tout.

Mais en ce qui concerne le Proche-Orient, Mme Merkel n'a montré que peu d'intérêt pour les conditions de vie misérables des Palestiniens de la bande de Gaza, pour les colonies israéliennes et pour la politique répressive d'Israël. Des députés allemands et des analystes politiques disent que de tous les chanceliers de l'après-guerre, c'est Mme Merkel qui est la plus engagée en faveur d'Israël.

« La chancelière est extrêmement proche d'Israël », a déclaré le député conservateur Ruprecht Polenz, président de la Commission des Affaires étrangères du Bundestag. Si proche qu'on n'a pas entendu Mme Merkel critiquer les bombardements israéliens de Gaza fin 2008 qui ont coûté la vie à un grand nombre de civils. C'est tout à fait à l'opposé de sa prise de position lorsque les autorités iraniennes ont agi avec violence contre l'opposition qui dénonçait la falsification de l'élection présidentielle. A cette occasion, elle a été l'un des seuls chefs d'Etat qui a critiqué publiquement le régime, et elle a même demandé une réélection.

M. Polenz estime que chaque chancelier allemand est responsable de défendre Israël à cause de l'holocauste. « Nous ne sommes pas neutres » déclare-t-il lorsqu'il s'agit de l'attitude de Berlin face au Proche-Orient, « mais cela ne signifie pas que nous n'avons pas le droit de faire part de notre opinion à nos amis israéliens. »

Avec Mme Merkel c'est différent. En tant que chancelière elle s'est fixé elle-même trois priorités : de meilleures relations avec les USA, une relation beaucoup plus étroite avec Israël et l'intégration au sein de l'Union européenne. Ces thèses seraient, d'après Gerd Langguth, professeur de sciences politiques à l'université de Bonn et biographe de Merkel, « ce à quoi Mme Merkel croit profondément. »

Suite à la crise financière mondiale, les relations de la chancelière avec le président Barack Obama se sont détériorées, d'autant plus que les USA ont ouvertement critiqué l'Allemagne de ne pas en faire assez pour endiguer la crise. En ce qui concerne l'intégration de l'Union européenne qui dépend de la coopération de la France et de l'Allemagne, rien n'a changé. Mme Merkel et le président français Nicolas Sarkozy n'ont lancé aucune nouvelle initiative qui aurait mieux unifié l'Europe afin de la rendre plus crédible en tant qu'acteur mondial. Par ailleurs, Mme Merkel a souvent préféré les intérêts allemands aux intérêts européens.

Israël reste son seul succès. « Mme Merkel a une relation émotionnelle avec Israël et avec le peuple juif », estime M. Langguth. Mme Merkel a choisi sa propre voie face à Israël avec lequel elle poursuit sa politique de « relation spéciale », [2] même après les bombardements de Gaza. S'opposant aux conseils de diplomates allemands, Mme Merkel, en même temps présidente de l'Union chrétienne-démocrate conservatrice fidèle à Israël, a appelé Israël un « Etat juif » dans le traité de coalition avec les démocrates libres en octobre dernier. Les Israéliens étaient ravis. « C'est le but de notre politique de faire reconnaître Israël comme un Etat juif par les autres Etats », a expliqué Efraim Inbar, directeur du Begin-Sadat Center for Strategic Studies de l'Université Bar-Ilan située près de Tel Aviv.

La réunion du 18 janvier à Berlin était donc sans aucun doute de première importance. C'était la première fois que les gouvernements allemand et israélien se rencontraient en Allemagne. Mme Merkel a inauguré cette consultation spéciale – qui n'a jusqu'à présent eu lieu sous cette forme qu'avec peu de pays, parmi lesquels la France, la Pologne et la Russie – après sa visite en Israël en 2008. A l'époque elle a eu l'honneur rare de pouvoir parler devant la Knesset, le Parlement israélien.

Muriel Asseburg, spécialiste du Proche-Orient au sein de la Stiftung Wissenschaft und Politik allemande de Berlin, estime que la voie de Mme Merkel en ce qui concerne Israël est liée au fait qu'elle a grandi en Allemagne de l'Est communiste. « Cette attitude est en relation avec celle de l'ancienne Allemagne de Est qui a refusé la reconnaissance à Israël et qui n'a jamais accepté sa responsabilité pour le Troisième Reich, la Seconde Guerre mondiale et l'holocauste. Merkel a tenté de se distancier de ce point de vue et de prendre la responsabilité pour ce passé est-allemand », constate Mme Asseburg.

Donc, pendant que Mme Merkel dit, lors de la conférence de presse du 18 janvier, qu'il serait temps qu'Israël et les Palestiniens s'engagent de nouveau dans un processus de paix, Mme Asseburg affirme que Mme Merkel « ne s'exprime pas publiquement de manière critique face à la politique israélienne et l'occupation ». L'objectif de Mme Merkel n'est pas d'intégrer en priorité le processus de paix aux relations entre l'Allemagne et Israël. Ce qui est prioritaire, c'est de renforcer les liens avec Israël sans tenir compte du conflit [au Proche-Orient].

Ce choix contredit la position officielle de l'Allemagne qui est de soutenir sans équivoque le processus de paix et la solution des deux Etats pour assurer ainsi aussi bien la sécurité d'Israël que de répondre aux attentes des Palestiniens. Mais les spécialistes disent que cette ligne de conduite n'est plus suivie. « Une position critique concernant la politique d'occupation et de colonisation ainsi qu'un engagement allemand actif dans le processus de paix devrait en réalité découler de la responsabilité historique de l'Allemagne et ne devrait pas être victime du tabou de l'holocauste », estime Mme Asseburg.

Cela n'aura pas lieu sous Mme Merkel. Cela signifie qu'Israël, durement critiqué par d'autres Etats de l'UE, aura toujours un allié spécial en Europe. Et dans un proche avenir, l'Europe ne sera pas capable d'exercer une influence qui pourrait aider à résoudre le conflit israélo-palestinien. •

[1] « [Press conference with Benjamin Netanyahu and Angela Merkel](#) », *Voltaire Network*.

[2] En anglais *special relationship* est en politique une expression avec laquelle on décrit souvent les relations étroites entre le Royaume-Uni et les USA. Ici elle est utilisée pour les relations entre l'Allemagne et Israël

[Judy Dempsey](#)

Correspondante du *New York Times* à Berlin.

8 02-2010

Source : *The International Herald Tribune* du 10 janvier 2010.

Traduction *Horizons et débats*.

<http://www.voltairenet.org:80/article163925.html>

1-5 Une barricade n'a que deux côtés.

Dans le combat contre l'impérialisme, devons-nous, comme le préconisent des camarades, mesurer notre soutien à l'aune des proximités ou des oppositions idéologiques qui nous lient ou qui nous séparent des mouvements de libération, menant localement la lutte ?

Telle est la question posée aujourd'hui en Palestine, au Liban, en Iran.

Autrement dit, face à des forces politiques qui se réclament de l'Islam, tels le Hamas ou le Hezbollah, ou à des régimes théocratiques en place, comme à Téhéran, faut-il « *faire la fine bouche* », du fait de leur choix idéologique, et émettre tant de restrictions à notre solidarité, que celle-ci en soit réduite à sa plus simple expression ?

Nous ne le pensons pas.

L'impérialisme constitue notre ennemi commun. Serait-il bon de fissurer le front qui lui résiste ? Avons-nous à juger de la qualité de nos alliés objectifs, avant de s'engager dans un solidaire combat ?

Rappelons des faits historiques.

Durant la Seconde Guerre mondiale, tant au sein des pays occupés par l'impérialisme allemand que dans les Etats qui lui étaient militairement opposés, fallait-il, par exemple, condamner l'engagement, aux côtés de l'Union soviétique, des Etats-Unis, du fait de leur logique impérialiste, refuser qu'ils créent un second front et que leurs troupes débarquent en France ?

La Résistance intérieure devait-elle coopérer avec les GI's, compte tenu du fait que ces soldats étaient ceux d'une puissance raciste à l'intérieur, et impériale, à l'extérieur ?

Les combattants de l'Armée rouge, comme les FTPF et les FFI, attendaient avec une impatience extrême le jour J, celui du débarquement en Normandie, sans se poser de questions sur la nature du régime américain.

Leur commun combat, alors, l'exigeait.

Pendant la guerre d'Algérie, nous avons soutenu le FLN, qui constituait la force essentielle de la résistance populaire dans son combat contre le colonialisme français.

Et pourtant, des dirigeants du Front commettaient, dans les maquis, de nombreux crimes de sang à l'encontre de communistes algériens combattant à leurs côtés.

Notre engagement anticolonialiste exigeait notre solidarité envers ceux qui luttait pour l'indépendance, malgré l'orientation idéologique des dirigeants du FLN.

Aujourd'hui, le Hamas constitue la force essentielle de la Résistance palestinienne à l'occupant israélien. Nous avons pu, lors de l'agression militaire contre la bande de Gaza, et depuis, face au blocus, mesurer l'ampleur de son soutien populaire. Nous devons donc manifester notre solidarité avec le Hamas sans chipoter sur son idéologie religieuse. Ce sera aux Palestiniens, et à eux seuls, de trancher le moment venu.

De même, le Hezbollah, en 2006, a été l'artisan de la défaite militaire de l'Etat qui se proclame « juif ». Par cette victoire, le mouvement de résistance libanais a défendu l'indépendance du Liban tout entier. Il constitue toujours la force décisive, face à l'impérialisme israélo-étasunien.

Le peuple libanais, dans sa composante islamique et bien au-delà, fait confiance au Hezbollah. Il nous appartient donc de le soutenir solidairement.

Quant à l'Iran, montré du doigt par toutes les composantes de l'impérialisme, dont le nôtre, le français, nous devons nous poser la question : pourquoi la campagne contre « le régime des mollahs » a-t-elle pris cette ampleur seulement depuis la présidence d'Ahmadinejad ?

Quand ses opposants, tel Mossavi, faisaient couler le sang ouvrier, personne, en occident, ne s'en souciait. Il est vrai qu'alors Total signait de juteux contrats avec les gouvernants de l'époque.

Aujourd'hui, l'Etat iranien se veut indépendant et tient à sa souveraineté. C'est trop pour Washington et ses dociles alliés. D'où l'offensive contre le régime iranien. Que l'orientation idéologique de celui-ci ne corresponde pas à la nôtre, qui le conteste ?

Mais, c'est au peuple iranien à décider, seul, de ce choix.

Il reste que le gouvernement de Téhéran, menacé par l'impérialisme, se retrouve naturellement aux côtés du Venezuela, de Cuba, de l'Equateur, de la Bolivie, et aussi de la Chine, dans l'affrontement mondial.

C'est la raison pour laquelle, notre solidarité doit être apportée à l'Iran.

L'avenir de celui-ci appartient à son peuple.

Une barricade n'a que deux côtés.

Tiré de canempechepasnicolas

15 février 2010

1-6 James Petras : Les assassinats politiques par le Mossad soulèvent des questions politiques.

Le récent assassinat d'un des chefs militaires du Hamas, Mahmoud al-Mabhoud, se situe dans la droite ligne de la politique traditionnelle d'Israël, celle des assassinats ciblés à l'étranger de dirigeants de la Résistance palestinienne. Il viole la souveraineté des autres Etats et se place au-dessus de leurs lois. En outre, l'usage cynique de la double citoyenneté pour parvenir à ce but meurtrier pose la question de la manière dont les Etats tiers garantissent l'impunité d'Israël

L'Institut pour le Renseignement et les Affaires spéciales, plus connu comme « l'Institut », en hébreu le « Mossad », a choisi comme devise : « Par la tromperie, tu poursuivras la guerre ».

Le 19 janvier, la police secrète internationale d'Israël, le Mossad, envoyait à Dubaï une équipe de tueurs composée de dix-huit hommes, tous munis de passeports européens, prétendument « volés » à des citoyens israéliens à la double nationalité et modifiés à l'aide de photos truquées et de fausses signatures. Leur mission : assassiner le dirigeant palestinien Mahmoud al Mabhouh.

Les preuves sont accablantes. La présentation par la police de Dubaï des vidéos détaillées réalisées avec les caméras de surveillance et montrant les assassins a été corroborée par le témoignage d'experts israéliens de la sécurité et applaudie par les principaux journaux et journalistes israéliens. Le Mossad a déclaré ouvertement que Mabhouh était une cible prioritaire et qu'il avait survécu jusque-là à trois précédentes tentatives d'assassinat. Israël n'a même pas pris la peine de démentir l'assassinat. En outre, le système sophistiqué de communication utilisé par les tueurs, la logistique et la planification de leurs entrées, allées et venues, puis sortie de Dubaï et l'ampleur de l'opération présentent toutes les caractéristiques d'une opération d'État de haut niveau.

De plus, seul le Mossad aurait accès aux passeports européens de ses concitoyens à double nationalité ! Seul le Mossad aurait la capacité, la motivation, l'intention avérée et la volonté délibérée de provoquer un incident diplomatique avec ses alliés européens, en sachant pertinemment bien que la colère des gouvernements ouest-européens finirait par retomber, vu leurs liens profonds avec Israël. Après une enquête minutieuse et l'interrogatoire de deux collaborateurs palestiniens du Mossad qui ont été arrêtés, le chef de la police de Dubaï a déclaré qu'il était sûr que c'était bien le Mossad qui était derrière l'assassinat.

Les problèmes politiques plus importants

La politique israélienne des assassinats à l'étranger soulève de graves questions en menaçant les fondements de l'État moderne : la souveraineté, le pouvoir des lois et la sécurité nationale aussi bien que celle des individus. Une des politiques ouvertement déclarée d'Israël consiste à violer la souveraineté de n'importe quel pays en vue de tuer ou d'enlever ses opposants (à Israël). Tant dans leur proclamation que dans leur mise en pratique réelle, les lois, décrets et actions à l'étranger d'Israël supplantent les lois et les organes d'application de la loi de toute autre nation. Si la politique israélienne se mue en pratique commune dans le monde entier, nous allons entrer dans une jungle aussi sauvage que le monde de Hobbes. Les individus y seront exposés aux intentions meurtrières d'équipes de tueurs venues de l'étranger qui ne seront tenus par aucune loi ni aucune autorité nationale responsable. Chaque État sans exception pourrait imposer ses propres lois et franchir ses frontières nationales afin d'assassiner impunément des citoyens ou résidents d'autres nations. Les assassinats hors frontières d'Israël se moquent totalement de la notion même de souveraineté nationale. L'élimination extraterritoriale d'opposants par une police secrète était une pratique courante de la Gestapo nazie, de la GPU de Staline et de la DINA de Pinochet et elle est devenue aujourd'hui une pratique — condamnée — des « Forces spéciales » états-uniennes et de la division clandestine de la CIA. De telles actions sont la marque de fabrique des États totalitaires, dictatoriaux et impérialistes, qui foulent systématiquement aux pieds les droits souverains des peuples.

Mahmoud al Mabhouh (1960-2010)

La pratique par Israël de ces assassinats extrajudiciaires et extraterritoriaux, mise en exergue par le récent assassinat de Mahmoud al Mabhouh dans une chambre d'hôtel de Dubaï, viole tous les préceptes fondamentaux du pouvoir de la loi. Les assassinats extrajudiciaires commandés par un État signifient que sa propre police secrète est juge, procureur et bourreau en même temps, qu'elle n'est freinée par aucune souveraineté, aucune législation, aucun devoir d'un État de protéger ses citoyens et ses hôtes. Les preuves, les procédures légales, les droits de la Défense et les contre-interrogatoires sont complètement mis de côté, dans ce processus. L'assassinat extrajudiciaire sponsorisé par l'État sape complètement tout procès en bonne et due forme. L'élimination des opposants à l'étranger est la prochaine étape logique, après les simulacres de procès très médiatisés par Israël et qui s'appuient sur des lois racistes et des décrets de détention administrative qui ont dépossédé le peuple palestinien et violé les lois internationales.

Les escadrons de la mort du Mossad opèrent directement sous les ordres du Premier ministre israélien (qui a d'ailleurs approuvé personnellement le récent assassinat). Une grande majorité des Israéliens soutient fièrement ces assassinats, surtout lorsque les tueurs échappent à toute détection et à la capture. Les opérations d'assassinats extrajudiciaires menées sans la moindre entrave et impunément par des escadrons de la mort étrangers soutenus par l'État, constituent une grave menace pour tout critique, écrivain, dirigeant politique et militant des droits civiques qui a le front de critiquer Israël.

Les tueurs du Mossad – Le feu sioniste

Le précédent que constitue l'assassinat par Israël de ses adversaires à l'étranger, établit les limites extérieures de la répression par ses partisans à l'étranger qu'on retrouve dans les principales organisations sionistes, dont la plupart ont toujours soutenu les violations par Israël de la souveraineté nationale via ses assassinats extrajudiciaires. Si Israël élimine physiquement ses opposants et les gens qui osent le critiquer, les 51 principales organisations juives des États-Unis répriment les critiques émises aux États-Unis à l'encontre d'Israël. Elles exercent activement des pressions sur les employeurs, les présidents d'université et les responsables publics pour qu'ils licencient leurs employés, universitaires et autres professionnels qui osent s'exprimer verbalement ou pas écrit contre les tortures, les massacres et la dépossession massive des Palestiniens par Israël.

Quoi qu'il en soit, les commentaires les plus critiques, en Israël et ailleurs, concernant l'assassinat commis par le Mossad à Dubaï épinglent l'« incompetence » des agents, y compris le fait d'avoir permis que leurs visages de figurer sur de nombreuses vidéos en changeant maladroitement leurs perruques et leurs vêtements sous l'œil des caméras. D'autres critiques déplorent qu'en salopant son travail, le Mossad soit occupé à « ternir l'image d'Israël » en tant qu'État démocratique et qu'il fournisse ainsi de l'eau au moulin des antisémites. Aucune de ces critiques superficielles n'a été reprise par le Congrès états-unien, par la Maison-Blanche ou par les présidents des

principales organisations juives des Etats-unis, où la règle mafieuse de l'omerta, ou silence, règne sur tout et où la complicité avec ce genre de crime est de mise.

Conclusion

Alors que les critiques se lamentent à propos du travail bâclé du Mossad, qui complique la tâche des puissances occidentales désireuses au cas où elles souhaiteraient proposer une couverture diplomatique à Israël pour ses opérations à l'étranger, on n'a jamais abordé la question fondamentale : l'acquisition par le Mossad, puis la falsification des passeports officiels britanniques, français, allemands et irlandais de citoyens israéliens à double nationalité soulignent la nature cynique et sinistre de l'exploitation par Israël de ses citoyens à double nationalité dans la poursuite des sanglants objectifs de sa politique étrangère. L'usage par le Mossad de vrais passeports fournis par quatre nations européennes souveraines à leurs citoyens dans le but d'assassiner un Palestinien dans un hôtel de Dubaï soulève la question de savoir à qui les citoyens israéliens à « double » nationalité doivent vraiment allégeance et jusqu'où ils veulent aller en défendant ou en prônant les assassinats israéliens à l'étranger.

Grâce à l'usage par Israël de passeports britanniques pour entrer à Dubaï et assassiner un adversaire, chaque homme d'affaires ou touriste britannique qui se rendra au Proche-Orient sera soupçonné de liens avec les escadrons israéliens de la mort. Avec les élections de cette année et les partis travailliste et conservateur qui comptent grandement sur les millionnaires sionistes pour financer leur campagne, il reste à voir si le Premier ministre Gordon Brown fera davantage que geindre et minauder !

James Petras

Professeur émérite de sociologie à l'université Binghamton de New York.

Dernier livre publié en français : La Face cachée de la mondialisation : L'Impérialisme au XXIe siècle, Parangon (2002).

<http://www.voltairenet.org:80/article164208.html>

1-7 Gilad Atzmon : Pourquoi faut-il autant d'agents du Mossad pour étouffer un Palestinien avec un oreiller ?

Lundi 1er mars

Alors qu'en Angleterre, en France, aux Etats-Unis et en Argentine le Mossad bénéficie du soutien de milliers d'agents dormants locaux, les Sayanim (des juifs bien trop heureux de trahir leurs voisins afin de servir leur Etat juif bien-aimé), le Mossad, lorsqu'il opère dans des pays arabes, est contraint de shléper [yid. : infiltrer, ndt] ses nombreux assassins et leurs assistants en recourant à diverses méthodes frauduleuses.

L'on est tout de même fondé à se demander pour quelle raison il faut rien moins de 26 agents du Mossad pour mener à bien un seul assassinat d'un combattant palestinien pour la liberté désarmé au moyen d'un oreiller *. Je vais m'attacher ici à apporter quelque éclairage à cette question stupéfiante.

Le Mossad, ça n'est pas n'importe quelle agence de renseignement gérée par des gentils chiants comme la pluie. De fait, il est géré par des Elus, et sa raison d'être est de servir les intérêts de l'Etat juif et du projet national juif. Ces derniers jours, nous avons appris que plus de deux dizaines d'agents du Mossad ont été identifiés – pour l'instant – par la police de Dubaï. L'on se serait attendu à ce qu'un groupe aussi varié et étendu d'assassins juifs opérant dans un pays arabe hostile, un rabbin combattant au moins eût été requis, ne serait-ce qu'afin de respecter les lois de la cacherooute, de maintenir une ligne téléphonique fonctionnant 24/24 avec Dieu et de pérenniser un esprit juif vindicatif.

Autant il est bien connu que la nourriture, à Dubaï, est fabuleuse, autant les marchands de *delicatessen* [charcuteries, ndt] cachères y sont rares, en centre-ville.

Par conséquent, nous avons besoin, aussi, d'un expert juif formé à cette fin, qui achèterait le poisson en vue de la préparation du gefilte, ainsi que les poulets, pour le bouillon. Nous aurions besoin d'au minimum un chef connaissant la façon dont on transforme des poulets et de l'eau en Pouvoir Juif (le consommé de poulet). Vous devez vous souvenir du fait que, d'un point de vue juif, la nourriture est essentielle. A la différence des animaux, qui ne tuent que lorsqu'ils ont besoin de manger ou lorsqu'ils ont détecté un danger imminent, l'Israélien tue pour des « motifs futurs » (démocratie, pluralisme, guerre « contre la terreur », etc.), et tuer pour des « motifs futurs », il préfère le faire en ayant le ventre bien plein.

Entre préoccupations culinaires et réglementation propres au régime cachère, voilà trois membres de notre équipe d'ores et déjà affectés. Reste que vingt-trois assassins en puissance sont plus que suffisants pour un unique assassinat. Mais il y a d'autres éléments à prendre en considération. Gardant présent à l'esprit le fait que les révélations récentes au sujet de l'instabilité mentale de certains des membres du Mossad, il est plus que probable qu'un psychiatre, un analyste freudien, un infirmier psychiatrique et une infirmière aient été requis afin de porter assistance aux héros juifs mortels « avant et après ». Mais cela porte, de fait, notre petite équipe à à-peine dix-neuf assassins en puissance.

Comme nous l'apprennent les journaux, six des agents du Mossad étaient des femmes.

Cela pourrait signifier que nous avons besoin, aussi, d'expertes esthéticiennes. Une coiffeuse spécialisée dans « les situations qui décoiffent ».

Nous avons sans doute besoin, aussi, d'une consultante en cosmétiques juifs, qui connaisse, de plus, la manucure et la pédicure. Qui soit capable de transformer l'ongle d'une beauté juive en un mortel poignard sioniste (juste au cas où une panne technique d'oreiller se produirait). Nous avons besoin aussi d'un spécialiste ès-moumoutes, qui sache transformer un garçon de Tel-Aviv en dandy d'Essex. Ces « spécialistes ès-beauté J. » ramènent notre équipe à dix-sept assassins.

Mais nous n'avons pas encore fini, comme nous l'apprennent les journaux. Nos assassins Mossad étaient très amateurs de tennis. Manifestement, ils ne pouvaient se fier, en la matière, en un consultant arabe ou jihadiste : ils devaient donc emmener avec eux le leur propre. Ils avaient sans doute besoin d'un arbitre de tennis israélien cachère et de quelques colons athlétiques courant après leurs balles. Supposons que nous ayons besoin de deux ou trois lanceurs de balles et d'un arbitre, cela réduirait notre équipe d'assassins potentiels à quatorze membres, l'un dans l'autre.

A en croire The Times, l'Holocauste joue un rôle central dans la philosophie du Mossad. « Nous devons être forts, user de notre intelligence et nous défendre afin que l'Holocauste ne se répète jamais », dit ainsi Meir Dagan, le chef actuel du Mossad. Or il se trouve que le Mossad est en train d'assassiner au nom du passé juif. Il est plus qu'évident que le Mossad a schlépé, infiltré à Dubaï certains de ses meilleurs prêtres de l'Holocauste, ceux qui rappellent eux espions pourquoi il faut qu'ils tuent et pourquoi ils doivent s'exclure de la famille humaine.

Considérant le récit holocaustique basé sur le chiffre six, l'on peut raisonnablement supposer que le Mossad a envoyé à Dubaï au minimum six mentors ès-Holocauste : un pour chaque million.

Toutefois, comme nous le savons, l'holocauste nazi n'est qu'un épisode de plus dans une liste innombrable d'autres judéocides. « Ne jamais oublier de ne jamais pardonner » est, apparemment, la devise sous laquelle sera placé l'avenir juif. L'un dans l'autre, nous pouvons estimer qu'il convient d'inclure neuf ou dix prêtres juifs du Judéocide afin d'inclure les pogromes est-européens du dix-neuvième siècle, l'Inquisition, Amalek e tutti quanti. Voilà qui devrait réduire notre liste d'agents d'élimination à tout juste cinq.

Reste qu'autant les juifs nationalistes et leurs chefs spirituels jurent de « ne jamais oublier » et de « toujours se rappeler », il y a des choses qu'ils insistent véritablement à négliger, à balayer sous le tapis ou à négliger. Ainsi, par exemple, ils semblent incapables de comprendre la véritable signification de la Mission d'Investigation sur le Confit à Gaza, dont les conclusions sont connues sous l'intitulé de rapport Goldstone. Ils insistent à rejeter la lecture que Shlomo Sand fait de leur histoire, n'y voyant qu'un ramassis de contes phantasmatiques totalement imaginaires, bien près de verser dans le mensonge absolu. Ils s'ingénient à fermer les yeux sur le fait que les envoyés de l'AIPAC, l'AJC, l'Anti-Defamation League, le LFI et le CFI sont tous en train de pratiquer, chez nous, un lobbying abject en faveur d'une idéologie raciste expansionniste, le sionisme.

Avec un ministre britannique des Affaires étrangères, David Miliband, couché sur la liste des auteurs de propagande israélienne (Hasbara), et avec des sionistes prêchant des guerres interventionnistes dans tous nos médias, avec un Bernie Madoff nous faisant des cours sur Ponzi et un Alan Greenspan qui nous a amené le plus grave effondrement financier que nous ayons jamais connu, nous avons grandement besoin de quelques spécialistes juifs qui soient à même d'endoctriner des agents du Mossad afin de les rendre totalement aveugles et complètement amnésiques. J'imagine aisément qu'avec des gens comme Wolfowitz, Miliband, Goldstone, Abe Foxman, Greenspan, Madoff, Olmert, Livni, Sharon, Peres et d'autres, bien trop nombreux, nous avons besoin de bien plus de cinq malheureux experts pour convaincre l'équipe de tueurs du Mossad que la cause juive est entièrement cachère.

Que voit-on ? Nous avons déjà dénombré vingt-six assistants absolument indispensables pour assassiner, et encore, nous n'avons pas mentionné le moindre opérateur-oreiller du Mossad. Ainsi, il faut bien plus que vingt-six agents du Mossad pour assassiner un seul Palestinien désarmé : CQFD. J'imagine que ces prochains jours, la police de Dubaï va nous gratifier de beaucoup d'autres photos d'Israéliens déguisés.

Force m'est de reconnaître qu'avec Israël, la vie est toujours pleine de surprises. Que ferons-nous pour rigoler, quand il ne sera plus là (ce qui ne saurait tarder) ?

Lundi 1er mars

<http://www.gilad.co.uk/writings/why-it-takes-so-many-mossad-agents-to-kill-a-palestinian-wit.html>

Source et traduction : Marcel Charbonnier

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Gilad_Atzmon.010310.htm

1-8 Uri Avnery : Dubaï, une opération d'Etat voyou dommageable à Israël.

« Le problème, avec le Mossad, c'est qu'il agit comme un fief indépendant qui ignore les intérêts vitaux politiques et stratégiques à long terme d'Israël, tout en bénéficiant du soutien automatique d'un Premier ministre irresponsable, » écrit Uri Avnery, qui compare ce service secret à un « canon désarrimé » balayant le pont du navire dans sa course folle. Vécue comme un succès en Israël, le dommage sur la scène internationale provoqué par cette opération est pourtant considérable, juge-t-il. « L'affaire de Dubaï renforce l'image d'un Etat d'Israël brutal, d'une nation voyou qui traite avec mépris l'opinion internationale, d'un pays qui mène une guerre de gang, qui envoie à l'étranger des équipes semblables à celles de la mafia, d'une nation paria que devraient éviter les gens sensés. » Et de poser à ses concitoyens la question suivante : « était-ce utile ? »

contreinfo.

Par Uri Avnery, Gush Shaom, 20 février 2010 – **extrait**

La semaine dernière, on a assisté à un déluge de mots sur l'assassinat à Dubaï de Mahmoud Al-Mabhouh, un haut dirigeant du Hamas.

Les israéliens ont reconnu dès le premier instant qu'il s'agissait du travail du Mossad. Quelles capacités ! Quel talent ! Comment ont-ils su longtemps à l'avance quand l'homme irait à Dubaï, quel vol il prendrait, dans quel hôtel il séjournerait ! Quelle planification remarquable !

A l'écran, les « correspondants militaires » et « les correspondants sur les affaires arabes » étaient radieux. Leurs visages disaient : ah...si le sujet n'était pas sous embargo ... Si seulement je pouvais vous dire ce que je sais ... je peux seulement vous dire que le Mossad a prouvé à nouveau qu'il avait le bras long et pouvait agir n'importe où ! Ah ! Que vivent dans la peur les ennemis d'Israël !

Lorsque les problèmes ont commencé à se manifester, et que les photos des assassins sont apparues sur les télévisions du monde entier, cet enthousiasme s'est refroidi, mais seulement légèrement. Une méthode israélienne ancienne et éprouvée a été utilisée : se saisir d'un détail annexe et en discuter avec passion, en ignorant la question principale. Se concentrer sur l'arbre et détourner son attention de la forêt. Pourquoi donc les agents ont-ils utilisé les noms de personnes réelles qui vivent en Israël et jouissent de la double nationalité ? Pourquoi, parmi tous les passeports possibles, ont-ils utilisé ceux de pays amis ? Comment pouvaient-ils être sûrs que les propriétaires de ces passeports ne seraient pas en voyage à l'étranger au moment critique ?

Par ailleurs, n'étaient-ils pas conscients qu'à Dubaï les caméras sont omniprésentes et enregistrent chaque mouvement ? N'avaient-ils pas prévu que la police locale montrerait les images de l'assassinat dans presque tous ses détails ?

Mais cela n'a pas soulevé énormément d'intérêt en Israël. Tout le monde a compris que les Britanniques et les Irlandais étaient obligés de protester pour la forme, mais que cela n'était qu'un geste obligé. Dans les coulisses, il existe des liens intimes entre le Mossad et les autres agences de renseignement. Après quelques semaines, tout sera oublié. Voilà comment cela s'est déroulé en Norvège après Lillehammer [à la suite d'une opération du même type, où le Mossad s'était trompé sur l'identité de sa cible - ndr], et comment cela s'est passé en Jordanie [après la tentative ratée d'empoisonnement de Khaled Meshal]. Ils vont protester, réprimander, et ce sera tout. Alors, quel est le problème ?

Le problème, avec le Mossad, c'est qu'il agit comme un fief indépendant qui ignore les intérêts vitaux politiques et stratégiques à long terme d'Israël, tout en bénéficiant du soutien automatique d'un Premier ministre irresponsable. Il s'agit, comme le disent les anglais d'un « canon désarrimé – le canon d'un navire d'antan qui a rompu ses fixations et roule sur le pont, écrasant tout malheureux marin placé sur son chemin.

Sur le plan stratégique, l'opération de Dubaï provoque des dommages importants pour la politique du gouvernement, qui consiste à présenter la supposée bombe nucléaire de l'Iran comme une menace existentielle pour Israël. Cette campagne contre l'Iran l'aide à détourner l'attention du monde entier de l'occupation continue et de la colonisation, et elle amène les États-Unis, l'Europe et d'autres nations à danser à son rythme.

Barack Obama tente de rassembler une coalition mondiale pour imposer des « sanctions épuisantes » pour l'Iran. Le gouvernement israélien lui sert – volontairement – de chien méchant. Obama dit aux Iraniens : les Israéliens sont fous. Ils peuvent vous attaquer à tout moment. Je les retiens très difficilement. Mais si vous ne faites pas ce que je vous demande, je vais lâcher la laisse et qu'Allah aie pitié de votre âme !

Dubaï, un pays du Golfe situé face à l'Iran, est une composante importante de cette coalition. C'est un allié d'Israël, tout comme l'Égypte et la Jordanie. Et voici que ce même gouvernement israélien l'humilie et fait naître parmi les masses arabes le soupçon que Dubaï collabore avec le Mossad.

Dans le passé, nous avons embarrassé la Norvège, nous avons rendu furieuse la Jordanie, et aujourd'hui nous humilions Dubaï. Est-ce avisé ? Posez la question à Meir Dagan, que Netanyahu vient de confirmer pour une huitième année dans ses fonctions de chef du Mossad, circonstance presque sans précédent.

L'impact de cette opération sur notre réputation dans le monde sera peut-être encore plus significatif.

Par le passé, il était loisible de minimiser cette dimension. Laissez les « goyim » dire ce qu'ils veulent. Mais depuis l'opération Plomb Durci, Israël est devenu plus conscient des répercussions, qui sont d'une portée considérable. Le verdict du juge Goldstone, les échos des pitreries d'Avigdor Lieberman, la campagne mondiale grandissante en faveur d'un **boycott** d'Israël – tout cela laisse à penser que Thomas Jefferson ne parlait pas pour ne rien dire lorsqu'il a affirmé qu'aucune nation ne peut se permettre d'ignorer l'opinion de l'humanité.

L'affaire de Dubaï renforce l'image d'un Etat d'Israël brutal, d'une nation voyou qui traite avec mépris l'opinion internationale, d'un pays qui mène une guerre de gang, qui envoie à l'étranger des équipes semblables à celles de la mafia, d'une nation paria que devraient éviter les gens sensés.

Était-ce utile ?

Uri Avnery

23 février

<http://socio13.wordpress.com/2010/02/23/dubai-une-operation-d%e2%80%99etat-voyou-dommageable-a-israel-par-uri-avnery/>

2 Annexe

2-1 Un samedi à Hébron

A Hébron, ville du Sud de la Cisjordanie occupée, se trouve le Tombeau des Patriarches, lieu sacré aussi bien pour les musulmans que pour les juifs. Chaque samedi, les colons israéliens organisent une visite de la vieille ville pour les nouveaux arrivants. J'étais moi aussi à Hébron samedi dernier pour rendre visite à Hashem, habitant palestinien de la vieille ville.

Partie de Béthléem, je rejoins Hébron en taxi collectif par la route 60, construite à l'époque ottomane, reliant Nazareth, au Nord de la Palestine historique, à Ber Sheva, au Sud, en passant par les grandes villes de Cisjordanie. En arrivant aux abords d'Hébron, j'aperçois la "nouvelle route 60" en travaux, celle qui bientôt sera réservée aux Palestiniens, qui n'auront alors plus le droit d'emprunter l' "ancienne" route 60, seuls les colons israéliens en auront le privilège.

Le taxi me dépose à l'entrée de vieille ville. Chaque fois que j'arrive à cet endroit je suis choquée de voir le contraste entre la vieille et la nouvelle ville. En effet, l'occupation israélienne de la vieille ville paralyse depuis des années tous les aspects de la vie du cœur historique d'Hébron.

La vieille ville

La vieille ville d'Hébron a une situation particulière dans les Territoires occupés palestiniens : sa vieille ville est occupée par les colons israéliens. La vie des Palestiniens, depuis 1979 s'est vue complètement chamboulée par l'arrivée de ces colons.

Les colons se sont installés à Hébron car ils considèrent cette ville comme sacrée pour la communauté juive. En plein cœur de la vieille ville se trouve le Tombeau des Patriarches, site sacré tant pour les juifs que pour les musulmans. Aujourd'hui, les non-juifs ont accès à ce site en passant 3 check points, souvent fermés par l'armée israélienne.

Les colons sont environs 600 à vivre dans la vieille ville, et sont protégés par plus de 2000 soldats. Au milieu, vivent 170 000 Palestiniens.

Après avoir expulsé nombres de familles palestiniennes de leurs foyers, l'armée israélienne a fermé l'accès à de nombreuses rues, voire de quartiers entiers, aux Palestiniens. Aujourd'hui seuls les israéliens y ont accès. Un exemple parmi tant d'autres, le cimetière musulman.

Depuis l'arrivée des colons, la vie de la vieille ville s'est éteinte. Dans certaine rues, les maisons et les commerces ont été scellés par l'armée.

Dans d'autres rues, les colons occupent les étages des maisons palestiniennes et rendent la vie impossible aux Palestiniens vivant en dessous. Des grillages ont du être installés afin de protéger les Palestiniens des projectiles que leurs « squats ».

En se promenant dans la vieille ville on peut donc voir ces grillages jonchés de pierres et de détritrus en tous genres. Les toits de cette partie de la ville sont parsemés de miradors, dans lesquels sont postés, en permanence, des snipers israéliens.

Hashem

Hashem est né dans une petite maison perchée sur les hauteurs de la vieille ville d'Hébron. Son grand père, après avoir été chassé de chez lui, d'un village près d'Hébron, en 1948, par l'armée israélienne, est venu se réfugié chez un ami d'Hébron, qui lui permit de garder cette maison. Depuis lors la famille d'Hashem y vit.

Il a environ 10 ans, des colons sont venus s'installer sur le haut de la colline, dans des caravanes, à quelques dizaines de mètres de sa maison. Ils confisquèrent la petite parcelle de terre sur laquelle Hashem avait des oliviers et autres arbres fruitiers et firent de la vie d'Hashem, de sa famille ainsi que de tout le quartier, un enfer.

Checkpoint de Tel Romeida

Pour rentrer et sortir de leur quartier, les Palestiniens de Tel Romeida doivent passer un checkpoint israélien qui bloque le seul accès restant à leur quartier (c'est à dire passer un portique à rayon X et montrer leur identité et , à l'occasion, se faire insulter par les soldats). Ce check point peut à tout moment être fermé par l'armée. Ce qui se produit régulièrement.

Il leur est interdit d'accéder à leur maison en voiture. Hashem et sa famille doivent même escalader tout une série de murets pour entrer chez eux. Qu'il y est une urgence médicale ou non, c'est toujours la même chose. Ils ne peuvent également pas posséder de couteau de cuisine, pour des « questions de sécurité ». La plupart des colons, eux, portent une arme à feu, que ce soit un pistolet ou un M16.

Depuis 10 ans, les colons, ainsi que l'armée, attaquent régulièrement la famille d'Hashem ainsi que tout le voisinage palestinien. Sa maison a été saccagée de nombreuses fois, tous les membres de sa famille ont été blessés à plusieurs reprises, sa femme a d'ailleurs perdu deux grossesses par la violence des colons et des soldats. Il y a encore 3 jours l'armée est venue la nuit détruire l'ordinateur familial pour empêcher Hashem de diffuser de l'information sur internet.

Avant l'arrivée des colons, 250 familles palestiniennes vivaient dans ce quartier, aujourd'hui elles ne sont plus que 49. La dernière a quitté les lieux en octobre dernier car l'un des enfants, âgé de 5 ans, a un cancer. Les médecins sont formels, ce cancer est dû aux passages à répétition sous les portiques à rayons X des check points israéliens. La famille a déménagé car aucun service d'urgence n'est apporté aux Palestiniens qui vivent dans ce quartier, les forces israéliennes l'interdisent.

Les enfants d'Hashem sont scolarisés à l'école de Cordoba. Cette école se trouve aujourd'hui aux abords de ce qui est devenue la colonie de Bet Hadassa.

Régulièrement les enfants et les enseignants de l'école sont attaqués par les colons (comme vous pouvez le voir sur cette vidéo montrant les jeunes colons, protégés par l'armée, attaquant les jeunes Palestiniennes à leur sortie de cours)

La visite des colons

Tous les samedis, pour Shabat, des groupes de colons viennent visiter la vieille ville d'Hébron. La visite commence généralement vers 15h. Tout d'abord une horde de soldats israéliens pénètre le cœur de la vieille ville afin de « sécuriser » les environs. Chaque recoin est inspecté et "nettoyé" de Palestinien.

Puis les colons, pour beaucoup armés, arrivent entourés de soldats. Ce samedi les colons étaient environ 80, surtout des jeunes, protégés par une trentaine de soldats (au sol, je ne compte pas les snipers qui sont là en permanence, postés sur les toits des maisons palestiniennes).

Deux « guides » leur expliquent que la vieille ville d'Hébron devrait revenir aux juifs car c'est écrit dans la Bible. Ils leur expliquent aussi que les musulmans sont des barbares et qu'ils n'ont aucun respect pour la vie humaine.

Pendant ce temps, la vie des Palestiniens est paralysée, ils ne peuvent rejoindre leurs maisons, ni les quelques commerces restés ouverts dans la vieille ville. Certains sont fouillés, d'autres doivent donner leur pièce d'identité.

Tous sommes tour à tour mis en joug par les soldats. Le message est clair, aucun débordement n'est possible.

Nous étions quelques étrangers à observer le déroulement de cette visite. Certains sont des journalistes, d'autres des observateurs qui s'assurent que les colons ou les soldats ne commettent pas de violations du droit, chose qui arrive souvent.

Un colon, un jeune homme d'une vingtaine d'années, vient me parler. Il parle très mal anglais mais réussit à me demander « Do you love Hitler ? ». Je suis surprise de la question... Je lui réponds « Non ! Et toi ? ». Il est décontenancé et s'en va en me tirant la langue... J'imagine qu'on a dû lui dire que les étrangers qui viennent soutenir le peuple palestiniens sont des néo nazis ...

Plus tard, alors que les colons retournaient dans la colonie, un soldat me demande d'où je viens, je lui retourne la question. Il me dit « d'ici, d'Israël », je lui repose une nouvelle fois la question « where are you FROM ». Cette fois il me dit avec un sourire un peu gêné qu'il vient de Russie. Je lui demande alors s'il aime son travail. Il acquiesce en disant qu'il est heureux de protéger son pays. Je m'étonne : « mais tu penses vraiment que c'est TON pays ici ? ». Il rigole et me dit que c'est écrit dans la Bible, qu'il obéit aux ordres et que le droit n'est pas son problème...

Retour à la maison...

En rentrant chez Hashem on croise un groupe de colons. L'un d'eux a fait un malaise. Hashem, qui était kinésithérapeute avant que les couvre-feux israéliens ne lui fasse perdre son travail, s'approche pour voir si le colon a besoin d'aide. Un des adolescents du groupe s'approche de lui et l'insulte en arabe « chien, porc ». Les soldats arrivent en courant pour voir comment se porte le colon et rient de voir Hashem, un homme d'une cinquantaine d'années, se faire insulter par un gamin de 13 ans.

Aujourd'hui, lundi 22 Février, 210 Au moment même où j'écris cet article, des affrontements ont éclaté dans la vieille ville entre Palestiniens et colons. Hashem vient de m'appeler. Cela survient à l'issue de l'annonce du gouvernement israélien d'inclure le Tombeau des Patriarches à la liste des monuments historiques israéliens. L'armée a bouclé toute la zone et Hashem ne peut plus rentrer chez lui. Sa femme Nisreen est seule à la maison, enceinte, avec ses 3 enfants. Les colons lancent des pierres sur la maison...

Pour mieux comprendre la situation, vous pouvez visionner [le très bon reportage de France 24](#) sur la situation à Hébron

22 février 2010 –

Communiqué par l'auteur –

Article publié à : <http://emi-cfd.com/echanges-partenariats/spip.php ?article122>

vendredi 26

2-2 Hajj Abu Imad Rifa'i : L'image de cette résistance légendaire d'un peuple abandonné.

Intervention de Hajj Abu Imad Rifa'i, représentant du Jihad islamique au Liban -

(intervention au cours du congrès de la coalition des associations civiles pour la défense d'al-Quds et des lieux saints, où a été prise la décision de faire d'al-Quds la capitale permanente de la culture arabe)

Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux

Chers frères, chères sœurs, paix et miséricorde de Dieu sur vous

Notre congrès se déroule aujourd'hui, un an après la terrible agression sioniste subie par notre peuple à Gaza, vécue dans leur sang et leurs âmes. Nous nous rappelons tous les deux images de cette guerre : l'image de la tuerie et de la destruction, l'utilisation des armes meurtrières, dont des armes prohibées sur le plan international, guerre soutenue par le monde américano-occidental, détruisant les maisons, les écoles, les mosquées et les universités, et accompagnée du silence de certains régimes arabes, pour ne pas parler de connivence évidente. Et l'image de cette résistance légendaire d'un peuple abandonné, assiégé depuis plus de trois ans, sur une terre qui est la plus étroite dans le monde sur ses habitants et qui vit dans une pauvreté des plus marquées.

Qui pouvait croire, selon une lecture matérialiste des rapports de force, que les avions s'écrasent devant les minarets, que les chars se brisent devant la volonté d'un groupe, peu nombreux, en hommes et en matériels. Les rapports de force seulement matériels ne peuvent expliquer cette ténacité légendaire de notre peuple, qui a fait face aux bombes phosphoriques avec sa chair, qui a fait face aux fusées, chargées d'uranium enrichi, avec ses paupières, et finalement, la volonté de résistance et de la vie a vaincu, obligeant l'ennemi à reculer, à arrêter son agression, sans réaliser ses objectifs, qui est la libération de son prisonnier. Il n'a pu changer les forces sur le terrain, comme Livni l'a promis au Caire, quelques jours avant l'agression, ni n'a pu imposer son équation sur la résistance.. Des dizaines de fusées ont continué, jusqu'à la dernière minute, à viser les colonies et les bases militaires de l'occupant. Le soldat est resté prisonnier, imposant à l'ennemi de procéder à un échange, humiliant (pour lui), dont il craint les conséquences sur le moral de son peuple.

L'endurance à Gaza, et sa victoire, n'ont pas été une humiliation seulement pour l'entité sioniste, ni un défi seulement aux positions soutenant cet Etat, mais elles ont fait découvrir la connivence arabe, dont l'histoire se rappellera. Gaza, par sa victoire, est en train d'être puni parce qu'il a dévoilé ce qui est caché chez certains arabes, et parce qu'il a osé à défier les régimes qui ont pris la nation entière en otage dans leur politique, leur économie et leur armement au profit de quelques individus accrochés à un trône creux que les enfants de Gaza ont piétiné.

Si telle est la position à Gaza, peut-on s'attendre à ce qu'il ne soit pas pire dans al-Quds ? L'ennemi sioniste a mené des opérations de judaïsation de la ville d'al-Quds, a souillé ses lieux saints chrétiens et musulmans, a expulsé ses habitants, détruit ses maisons, violé ses sacralités, rien que l'année passée plus qu'il ne l'a fait depuis son occupation. La mosquée al-Aqsa n'était pas aussi en danger qu'à l'heure actuelle. Les groupes extrémistes sionistes se préparent, se rassemblent, organisent leurs rangs, pour investir la mosquée al-Aqsa et le détruire, pour y installer le prétendu temple sur ses ruines, soutenus par un gouvernement extrémiste de droite

dirigé par le trio satanique : Netanyahu, Ofadia et Lieberman. Netanyahu qui fut le premier à reprendre la politique des tunnels sous la mosquée al-Aqsa, lors de son précédent gouvernement, et le rabbin extrémiste Ofadia Yusuf, qui a décrit les musulmans comme des arriérés, qui a attaqué notre prophète, paix et salut sur lui. Et Lieberman.. !! Vous rappelez-vous les déclarations de Lieberman ? Qui a dit, un jour, que l'entité sioniste devrait bombarder à l'arme atomique le barrage du Nil en Egypte pour que le Caire soit noyé, qui a attaqué un jour le président égyptien Husni Mubarak, le décrivant par les pires attributs ? Lieberman, qui a déclaré que le fait de se rendre au Caire et de rencontrer ses responsables n'était pas un honneur pour lui.. Où sont ceux qui prétendent assurer la sécurité nationale égyptienne ? Les tunnels qui assurent le lait aux enfants, les vivres aux familles, sont une menace pour la sécurité nationale égyptienne... et la menace de destruction du barrage du Nil par l'arme atomique ne l'est pas ?

La destruction des barbelés qui séparent les Palestiniens de leurs frères égyptiens, la violation de l'honneur de l'Egypte et de sa sécurité nationale, sont des menaces à la sécurité nationale, tandis que la menace, et les agissements quotidiens pour la destruction de la mosquée al-Aqsa, ne le sont pas ? Sont-ils une défense de la sécurité nationale arabe ?

Chers frères, chères sœurs

Nous nous sommes habitués, à la veille de toute nouvelle guerre américaine contre notre nation, de voir des ballets diplomatiques, menés par des représentants arabes et étrangers, dans les capitales arabes... A chaque fois, ils jouent le même jeu : agiter les négociations de règlement, et après la fin de l'agression, ils reviennent, ferment les portes à nouveau, et libèrent l'agressivité de l'ennemi sioniste qui répand sa corruption. Avant la seconde guerre du golfe contre l'Irak, ils nous ont vendu la conférence de Madrid, et avant l'invasion de l'Afghanistan, G. Bush fils a parlé de sa vision des deux Etats, et avant l'occupation de l'Irak, Cheney est venu pour annoncer l'Etat palestinien... Aujourd'hui, nous avons le droit de nous demander : quelle nouvelle agression se prépare dans la région, alors que nous assistons à tous ces mouvements, dans tous les sens, dans les capitales arabes ?

Est-ce que l'Iran sera la cible ? Ou une nouvelle agression contre Gaza ? Ou une troisième guerre contre le Liban ? Les Arabes parlent de paix, et l'ennemi sioniste accumule ses armes et mène des manœuvres, il prépare ses avions et son système de missiles. Qui veulent-ils tromper, ceux-là ?

Ils ne font que se duper eux-mêmes.

Ils parlent du retour aux négociations, et sur la présence de nouvelles initiatives pour un règlement. La question qu'il faut se poser est : est-ce qu'il leur est possible, après vingt ans de négociations, de nous dire à quoi sont-ils parvenus ? La colonisation dans al-Quds et en Cisjordanie a augmenté de 40 colonies, avant le règlement, à 200 colonies après, soit multiplié par 5. Le nombre de prisonniers a augmenté de 460, avant la première intifada, à 8000 aujourd'hui. Des millions d'arbres ont été détruits après le processus de règlement, et al-Quds est en train de s'évanouir dans les méandres du processus de règlement... De quelles négociations ils parlent, alors qu'ils ont en face un ennemi qui ne croit que dans le meurtre, qui n'est intéressé que par la confiscation des terres, l'agression contre la dignité des gens, la destruction des maisons, la confiscation des biens. De quel règlement parlent-ils alors que les appareils sécuritaires de l'autorité se sont transformés, d'unité de lutte armée, en unité de Dayton ? Celui qui est nommé « le grand négociateur » dans l'autorité, l'auteur du livre « les négociations sont une vie » n'a-t-il pas reconnu l'échec de 18 années de négociations ?...

Selon quelle conception et stratégie est-il juste de dire que des négociations supplémentaires sont une alternative aux négociations ? Y a-t-il des gens raisonnables pour considérer que la même expérience peut aboutir à des résultats différents ? Le fait de proposer le règlement n'est qu'une manière de nous égarer et de tromper le peuple, une poudre aux yeux que l'administration américaine nous jette pour faire passer ses plans.

Face à tous ces événements, face au resserrement du siège contre Gaza, l'élargissement de la colonisation en Cisjordanie, la menace contre la mosquée al-Aqsa, les mesures oppressives contre notre peuple dans les régions occupées en 1948, nous ne voyons qu'une seule voie, celle de la résistance, pour récupérer les droits.. La résistance est la fierté et l'honneur de la nation, la résistance est la voie qui va libérer la terre, qui protège les lieux saints, qui vaincra l'ennemi, qui instaurera l'Etat et la patrie, la résistance est ce qui unifie le peuple palestinien, elle est ce qui libèrera les prisonniers.

Nous considérons que l'unité nationale est la voie pour affronter tous les plans conçus par nos ennemis, et qu'il est nécessaire d'unifier les rangs palestiniens, pour défendre nos lieux saints et nos droits. C'est l'objectif véritable de l'unité, l'unité qui protège les constantes, les lieux saints, qui récupère la terre et assure le retour des réfugiés, qui récupère la patrie.. Non pas un accord fragile dont le but est de faire passer quelques points sécuritaires, dans un souci de négocier, ou de donner une trêve gratuite à l'ennemi, et du temps pour qu'il procède à des changements sur le terrain à son profit. Nous disons à tous, venez et mettons-nous d'accord sur ce qui a été décidé au sein de la direction unifiée de l'intifada bénie en 2000, ou ce qui a été décidé dans l'accord du Caire en 2005. Venez pour reconstruire l'OLP et travailler selon la charte nationale palestinienne, qui croit dans la lutte armée comme seule voie pour la libération de la terre et le retour des réfugiés.

Il est nécessaire d'aborder dans ce congrès qui se tient à Beirut la situation des réfugiés palestiniens au Liban. Au cours des derniers mois, une évolution importante a eu lieu, représentée par la décision du gouvernement libanais de reconnaître les droits humains et sociaux des réfugiés. Il s'agit d'un pas positif qui va dans le sens de l'intérêt des deux peuples, palestinien et libanais, et qui peut pousser vers l'approfondissement du dialogue libano-palestinien, en tenant compte des craintes des deux parties. Nous faisons un effort, avec l'Etat libanais, et les différentes parties qui soutiennent ces droits, pour les traduire en lois et règlements par le conseil législatif, et devenir applicables, ce qui réduira la souffrance de notre peuple dans les camps.

Mais il y a certains qui essaient de troubler le climat dans les camps, dans une tentative claire pour maintenir la tension entre les camps et leur environnement, pour faciliter leur description comme « des îlots sécuritaires » et

empêcher toute tentative d'apaiser les relations libano-palestiniennes. Certaines de ces parties internes ont des tendances racistes ou des calculs étroits, certains même étrangers avec un agenda visant à l'installation définitive des Palestiniens, qu'ils veulent imposer au Liban et aux réfugiés à la fois.

Nous disons que nous ne permettrons pas d'installer la tension sécuritaire à l'intérieur ou aux environs des camps, et nous ferons face à toutes ces tentatives. Nous sommes concernés, en tant qu'organisations et groupes palestiniens, de poursuivre la liaison avec l'Etat libanais, toutes ses institutions, pour protéger le Liban et protéger notre peuple dans les camps, et prendre toutes les mesures pour que le communiqué ministériel du gouvernement devienne une réalité.

Ce qui nous réunit dans ce congrès, aujourd'hui, c'est la mosquée al-Aqsa, qui représente la première qibla dans la doctrine et la culture de notre nation.. Pour récupérer al-Aqsa, et avec lui, la dignité de la nation, nous devons faire en sorte que notre al-Aqsa soit la qibla (direction) de notre résistance, pour affronter les plans de règlement qui ne préparent que l'agression contre notre nation et nos peuples, qui ne préparent que l'occupation de notre terre, le vol de nos richesses, et nous imposer les conditions de la soumission.

Que la mosquée al-Aqsa soit la qibla de notre lutte, le but de notre résistance, ce qui nous unifie, le but des générations de cette nation, car la libération de la mosquée que Dieu a bénie et dont Il a fait le lieu de voyage nocturne de Son envoyé et prophète, c'est la première cause des musulmans. Ainsi cela fut, et cela doit le rester, quels que soient les sacrifices et la dureté des complots.

En espérant que ce congrès ramène la boussole vers l'objectif, et si ce n'est pour les régimes arabes, du moins pour les jeunes générations, pour élaborer la culture d'al-Aqsa et de la résistance...

Hommage à nos prisonniers, à nos combattants et notre peuple résistant à Gaza, en Cisjordanie et dans toute la Palestine !!

Hommage à notre peuple résistant dans l'exil !!

20 janvier 2010

2- 3 L'Impérialisme au Moyen-Orient.

« La guerre c'est la continuation de la politique par d'autres moyens.

La politique c'est la continuation de la guerre par d'autres moyens »

Carl von Clausewitz.

Article du Comité Action Palestine issu d'une conférence-formation organisée en 2009.

L'offensive menée par Israël contre le peuple palestinien entre décembre 2008 et janvier 2009 n'opposait pas seulement une armée d'occupation à un mouvement de résistance populaire. En effet, cette confrontation fut marquée par la participation de plusieurs protagonistes. Les peuples arabes et musulmans et les organisations soutenant la cause palestinienne ont à juste titre dénoncé une coalition d'Etats unis dans une volonté de briser la résistance palestinienne. La coalition impérialiste-sioniste et ses régimes supplétifs arabes constitue à cet égard un bloc de forces politique et militaire partageant historiquement de nombreux intérêts en particulier celui d'écraser ou de contenir le cas échéant toutes les formes de résistances à l'ordre qu'elles ambitionnent de maintenir au Moyen-Orient comme ailleurs et singulièrement en Palestine.

La politique impérialiste et sioniste au Moyen-Orient : une politique de l'asservissement

Il est primordial de garder à l'esprit que l'objectif politique du camp impérialiste-sioniste n'a jamais varié. Il ne cherche pas la paix pas plus que la démocratie, les droits de l'homme ou le multilatéralisme. Il lutte sans partage pour sa suprématie. L'impérialisme c'est la politique de Défense des intérêts du capitalisme dominant, l'exploitation et l'oppression mondialisée de territoires et de peuples captifs de régimes complices ou bien colonisés. A cette logique économique correspond un ordre géopolitique impérialiste destiné au contrôle des ressources naturelles et des routes commerciales stratégiques ainsi qu'à la conquête des marchés. C'est une banalité que de le dire, mais c'est une banalité décisive. Nombre d'entre nous, surtout en Occident, se laissent bercer par les prétendues volontés de paix et les institutions juridiques à vocations universelles que les puissances occidentales ont érigées. Le lien qui uni le monde occidental et ses implantations coloniales au domaine de l'indigène n'est que celui de l'asservissement par la violence et la ruse. Pour s'engorger matériellement, pour produire et s'enrichir, ce monde ne peut définir qu'une politique. Il ne peut établir qu'un rapport géopolitique entre lui, le Centre, et sa périphérie : l'asservissement.

Oslo-Gaza : les deux faces d'une même politique

Oslo et Gaza sont une même politique. Ce sont deux modes d'intervention induit par les rapports de force et les circonstances politiques du moment destinés à atteindre un but identique. Les accords et le « processus de paix » d'Oslo, en 1993, furent les seaux d'eau que lancèrent les forces coloniales afin d'éteindre le feu de la révolte populaire palestinienne qui depuis 1948 n'avait connu pareille ampleur sur le sol de la Palestine historique. En 1993, le plan de « paix » avait précisément pour objectif de désamorcer la dynamique de développement d'une résistance organisée opérant contre le système colonial sioniste à partir du territoire palestinien. Les attaques contre Gaza en décembre 2008 et janvier 2009 montrent également qu'Israël et ses alliés se trouvaient devant la nécessité de briser la résistance palestinienne portée par le mouvement de la résistance islamique, Hamas, hégémonique tant sur le front de la résistance palestinienne que dans les champs politique et idéologique. D'un côté, la politique des négociations fut utilisée pour poursuivre l'expansion sans recourir à la confrontation armée, de l'autre, l'attaque militaire fut menée en vu d'étrangler le mouvement de résistance en frappant sa base populaire et ses infrastructures. Dans un premier temps, la stratégie consistait à s'appuyer sur une classe dirigeante palestinienne supplétive de l'ordre colonial associées et rétribuée par son économie, encaissant les dividendes de l'occupation et relayant localement le processus de colonisation. La période qui s'ouvre révèle de

profondes modifications dans le face à face qui oppose l'occupant israélien au palestinien et plus globalement le camp impérialiste-sioniste, ses régimes supplétifs arabe aux forces anticoloniales dans la région.

L'évolution du rapport de force régional : l'affaiblissement du camp impérialiste-sioniste

Sur le plan interne palestinien, on a assisté à la destitution d'une classe dirigeante, remplissant la fonction lucrative de gestion de l'appareil administratif et sécuritaire que le colon leur avait confié et qu'il utilisait à son avantage grâce à leur concours, par une force de résistance organisée politiquement, idéologiquement prédominante et militarisée c'est-à-dire déployée pour vaincre l'ennemi.

Sur un plan régional, l'ordre impérial occidental-sioniste imposé depuis la disparition de l'Empire Ottoman vacille et trébuche. Premièrement, l'émergence d'un axe rassemblant une puissance régionale telle que l'Iran, une puissance intermédiaire syrienne et un mouvement de résistance libanais capable de mettre en échec successivement à deux reprises les offensives de l'armée israélienne et de ses alliés occidentaux reflète un bouleversement majeur des rapports de force géopolitiques dans le Proche-Orient post-Ottoman. Deuxièmement, l'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan, c'est-à-dire l'implication directe des forces impérialistes dans des zones conflits engageant leurs intérêts stratégiques, libère des espaces politiques et des ressources stratégiques à l'avantage des forces étatiques ou populaires objectivement adversaire de l'ordre occidental.

Les cibles régionales du bloc impérialiste-sioniste

La guerre des belligérants du club de l'Otan contre l'Irak et l'Afghanistan a renforcé l'Iran. Le fleuve de la puissance iranienne retrouve progressivement son lit, en d'autres termes, ce qui historiquement constitue ses zones d'influence géopolitique, l'Irak et Afghanistan. Un mouvement qui s'articule à un développement autocentré de ses capacités productives et commerciales, d'un côté, et, de l'autre, à l'accroissement significatif et qualitatif de ses forces technologiques et militaires comme en témoigne le lancement de plusieurs satellites de fabrication iranienne ainsi que les progrès réalisés dans le domaine du nucléaire civil et militaire en passant par le renforcement de sa puissance de frappe militaire. A présent, l'Iran a statut de puissance régionale. Un statut qui rompt la loi que fait régner l'attelage occidental et sioniste dans la région. Une règle incontournable basée sur le déséquilibre des puissances et la capacité de dissuasion instaurés en faveur d'Israël par les forces impérialistes française, anglaise et leur successeur américain.

Le cas de l'élément syrien est plus ambivalent. La position de l'Etat syrien sur l'échiquier des rapports de force dans la région le place incontestablement dans une situation antagoniste à l'égard du bloc impérialiste-sioniste. A la différence des Etats saoudien, égyptien ou jordanien qui s'intègrent en tant qu'Etats clients et supplétifs au dispositif géopolitique et militaire établi par les puissances occidentales dans la région, les intérêts stratégiques de l'Etat syrien se confrontent à ceux de la coalition puisque ses axes de projection stratégique extraterritoriaux, si l'on se borne à ce paramètre, sont sur un plan historique et géopolitique identiques à ceux qui sont vitaux pour Israël en terme de profondeur stratégique et de zone de protection. Du Liban jusqu'au territoire syrien du Golan, les guerres qui opposèrent directement ou indirectement la Syrie à Israël et ses alliés occidentaux découlent de cet antagonisme structurel. La stratégie des forces occidentale et sioniste consiste en effet à déposséder la Syrie de ses atouts stratégiques d'une part, et, de faire peser une pression politique constante de façon à l'isoler, la déstabiliser et l'affaiblir économiquement et militairement d'autre part. L'objectif fut de pousser la Syrie hors du Liban et de réduire en conséquence son influence sur le terrain palestinien. Néanmoins son influence au Liban persiste puisque la Syrie a toujours su, qu'elle soit présente ou non sur le sol libanais, recomposer efficacement ses alliances libanaises en instrumentalisant stratégiquement les contradictions internes comme le reflète le soutien politique et militaire apporté au bloc nationaliste mené par le Hezbollah et opposé aux tendances pro-impérialistes anti-syriennes.

Cependant, les relations qu'entretient l'Etat syrien avec l'impérialisme sont en même temps d'une autre nature surtout depuis le démantèlement du bloc soviétique sa puissance protectrice et ressource dans le contexte bipolaire de l'après deuxième guerre mondiale. Son engagement au sein de la coalition occidentale dans la guerre contre l'Irak en 1991 puis l'ouverture de son espace aérien aux avions américains lors de l'invasion de l'Irak en 2003, montre la dépendance relative et le caractère contradictoire de la géopolitique syrienne dans son rapport à l'impérialisme. Certes, l'Etat irakien est dans une certaine mesure un rival historique expliquant l'opportunité de son affaiblissement pour l'Etat syrien. Reste que son démantèlement et l'occupation américaine permet à l'impérialisme de se doter de moyens de pression supplémentaires sur la Syrie.

Ce qui en réalité détermine la politique extérieure de l'Etat syrien c'est précisément une politique d'alliance avec l'ensemble des forces autochtones et allogènes présentes dans la région et la conservation de ses atouts stratégiques que sont le Liban et la Palestine afin d'annuler l'action des forces hostiles tout en tentant de développer des forces militaires de dissuasion. Partenaire circonstanciel de l'Otan, alliée privilégié de la Russie et de la Chine dans la région, de l'Arabie Saoudite et l'Iran pourtant en concurrence intense pour le leadership, alliée des mouvements de résistance populaire armés du Hamas et du Hezbollah, la Syrie protège habilement ses intérêts d'Etat. Une autonomie relative construite à partir d'un système d'alliance équilibré entre les pôles antagonistes structurant les rapports de forces régionaux.

Si l'on considère l'axe palestinien-syrien-iranien-libanais, on peut penser que celui-ci s'inscrit dans une dynamique de renforcement compte tenu des antagonismes régionaux mais plus particulièrement de l'antagonisme fondamental que génèrent les intérêts vitaux de l'entité coloniale sioniste. Il faut en effet rappeler une donnée essentielle. L'existence durable d'Israël n'est possible que si l'Etat juif parvient à maintenir son hégémonie et sa supériorité militaire au Moyen-Orient. Ce qui suppose de sa part et de ses alliés impérialistes de pouvoir modifier la cartographie sociale et géopolitique de la région. C'est-à-dire de réaliser le projet historique colonial non-abouti défini par les accords de Sykes-Picot signés entre anglais et français en 1916 prévoyant le démembrement du Moyen-Orient en quantités de provinces et d'Etats faibles soumis et rivaux. La Palestine, l'Iran, la Syrie, le Liban, l'Irak et l'Afghanistan sont des zones échappant relativement au contrôle impérialiste. En

Irak, l'attaque de la coalition bien qu'ayant provoqué la destruction de l'Etat et de la menace qu'il représentait aux yeux des occidentaux et de l'entité sioniste a néanmoins permis le renforcement de l'Iran comme nous le soulignons plus haut. Mais l'invasion de l'Irak a engendré une instabilité politique libérant des forces hostiles que les agresseurs sont incapables de maîtriser. Au Liban, la puissance du Hezbollah, sa supériorité militaire par rapport aux factions rivales, ses capacités organisationnelles et son pouvoir de mobilisation se sont traduits par les victoires remportées contre Israël et les organisations libanaises qu'il instrumentalise. L'émergence de ce mouvement ouvre un front de résistance dans une zone limitrophe de l'Etat sioniste auquel s'articule le front de résistance interne palestinien. Soumis au blocus, confronté à l'expansion sioniste, le mouvement de résistance palestinien s'est en retour significativement renforcé en parvenant à libérer Gaza et la défendre, et en mobilisant le peuple palestinien sur un projet d'indépendance nationale. Au reste, la constitution d'un front reliant objectivement les forces étatiques iraniennes et syriennes aux forces de la résistance populaire palestinienne et libanaise marque l'essor d'un rapport de force défavorable au camp impérialiste-sioniste et ses agents locaux. De même, si l'occupation de l'Afghanistan par l'armée américaine a eu pour effet dans un premier temps de repousser l'ascension et la prise de pouvoir du mouvement taliban, celui-ci est parvenu à se réorganiser et à rétablir une influence prépondérante sur les tribus et les communautés familiales locales au point de se développer significativement au Pakistan et de déstabiliser le régime pakistanais allié de Washington.

L'impérialisme et le sionisme sur la pente du déclin

Quant à la puissance et l'hégémonie du consortium impérial-sioniste, elles déclinent. D'abord parce que ses ambitions engendrent des pôles de résistance dont les ressources et la puissance augmentent à mesure que l'Occident projette ses forces enclenchant ce que Clausewitz appelle un phénomène d'engrenage d'engagements non maîtrisés qui procurent à ses adversaires les facteurs du renforcement de leur puissance. Enfin, l'Occident est miné par des contradictions internes dues à son mode de fonctionnement économique. La récession l'ampute de moyens financiers considérables le privant du soutien de sa population, le contraignant à la politique de négociation avec l'Iran. Ceci n'est qu'un leurre mais à coup sûr sur le signe d'un réel affaiblissement.

17 février 2010 - [CAP](#)

Comité Action Palestine

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=8214

2-4 Le début de l'année 2010 enregistre des régressions socio économiques très graves.

Extrait

Le début de l'année 2010 enregistre des régressions socio économiques très graves ainsi que la recrudescence des guerres impérialistes contre la plupart des habitants de la Planète :

- La crise capitaliste, qui a explosé après plus de dix ans de problèmes, va augmentant. La menace de nouvelles catastrophes, plus virulentes que les précédentes, pèse sur le monde tout entier.
- Les nouvelles guerres colonialistes s'étendent à tout le Sud de la Planète, rappelant la période allant de la fin du XIX^e siècle jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale (au milieu du XX^e siècle), c'est-à-dire la période de la distribution des parts du « marché mondial » entre les grandes puissances et, surtout, la mainmise de ces puissances sur les sources d'énergie et de richesses que recèle la terre.
- Cette crise et ces guerres sont très visibles dans la région arabe, dans ses deux parties orientale et occidentale, tant par la situation en Palestine qu'au Liban ou, encore, en Irak et, nouvellement, au Yémen et au Soudan.

II. La situation arabe

Le monde arabe et la région moyen-orientale sont considérés comme zones principales pour l'exécution des directives étasuniennes dans les domaines économiques et militaires.

Pour asseoir leur mainmise sur la région arabe, les Etats-Unis ont recours à la politique dite « de la carotte et du bâton », fixant leurs priorités à court terme et selon leurs intérêts tactiques.

Voilà pourquoi Washington, tout en poussant vers l'escalade militaire sur le front du Yémen, de « La corne africaine » et du Soudan, a eu recours à calmer la situation sur le front syrien et libanais, d'abord, en aidant à la réconciliation entre l'Arabie saoudite et la Syrie, en acceptant le rapprochement syrien avec la Turquie et, ensuite, en déclarant, par la voix de leur envoyé spécial au Moyen Orient, Georges Mitchell, que la « Syrie a un important rôle à jouer » dans le projet étasunien visant à normaliser les relations entre Israël et les pays arabes.

A. Le problème palestinien

Le retour de Georges Mitchell dans la région et ses déclarations concernant la Palestine marquent un accord complet entre les Etats-Unis et Israël en ce qui concerne la solution de ce problème. Pour Mitchell, à l'instar de sa ministre des affaires étrangères, les négociations entre palestiniens et Israéliens doivent reprendre sans conditions préalables, mais, surtout, dans une atmosphère de calme et de non violence (sous entendre : l'arrêt de toute forme de résistance de la part des palestiniens). De plus, une grande partie de sa tournée est consacrée au retour des négociations indirectes entre la Syrie et Israël.

De plus, certains journaux (dont « *Al Qods al arabia* ») ont fait état d'un nouveau projet étasunien, mis au point par la CIA, préconisant la création d'une « Confédération des terres saintes » entre la Jordanie, Israël et l'Etat palestinien (s'il est proclamé). Ce projet se base sur les idées déjà avancées, en 1982, par Shimon Pérès ; il prend comme point de départ le fait que l'avenir de la ville d'Al Qods et le droit au retour constituent les deux problèmes à résoudre et que ces deux problèmes ne peuvent trouver une solution stable qu'au sein d'un Etat

confédéral qui déclarerait Al Qods « ville ouverte » et chercherait à mettre au point des solutions à long terme au retour des Palestiniens dans leur patrie!...

Partant de ce projet, qui pourrait aboutir -s'il est adopté- à liquider la cause palestinienne, Israël mène sa nouvelle agression contre les habitants de Gaza ainsi que les mesures visant à l'étrangler (la construction du mur d'acier ou le blocus maritime). De plus, le gouvernement israélien hausse le ton contre les Palestiniens de 1948 et poursuit la « judaïsation » de la partie orientale d'Al Qods. Tout cela à un moment où les divisions palestiniennes intestines s'exacerbent et affaiblissent les forces qui auraient dû œuvrer, ensemble, afin de faire face au nouveau projet américano-israélien.

A partir de ce qui précède, le Parti Communiste libanais trouve qu'il est indispensable, pour les forces de la gauche arabe, de revenir aux décisions prises lors de la conférence internationale extraordinaire de Damas (septembre 2009) et, en premier lieu, à la proclamation unilatérale, de la part des forces palestiniennes, de l'Etat palestinien autonome, à mettre un programme visant à lever le blocus imposé à Gaza et, enfin, à imposer à Israël la mise en exécution de la résolution 194 des Nations-Unies, notamment ce qui a rapport avec le droit au retour.

BULLETIN MENSUEL

Le Comité des relations internationales

Parti Communiste libanais

25 janvier 2006

2-5 Michèle Decaster : En cette année du cinquantième des indépendances, le combat anticolonial est toujours d'actualité.

La question coloniale n'appartient pas au passé. En cette année du cinquantième des indépendances, il est des questions toujours d'actualité : le combat pour une réelle souveraineté des peuples qui ont arraché l'indépendance, l'émancipation de ceux qui en sont encore privés et l'égalité des droits pour tous sur le sol des anciennes puissances coloniales. On le constate sur les plans militaire, économique, politique et idéologique. Les gouvernements occidentaux et les nouvelles puissances économiques semblent ignorer l'exigence des peuples opprimés qui ont soufflé le vent des indépendances. C'est le cas de la France qui a maintenu son emprise sur des peuples dans les océans Atlantique, Indien et Pacifique. Elle est le pays qui entretient le plus de bases militaires dans ses anciennes colonies. Ses dizaines de milliers de soldats s'ingèrent périodiquement dans les affaires intérieures des pays ou des territoires, souvent drapés d'humanitaire, dans des opérations aux noms plus poétiques les uns que les autres (« Licorne », « Turquoise », « Artémis »). Mais toujours pour soutenir des dictateurs « compréhensifs » ou défendre les intérêts économiques des entreprises françaises qui exploitent les ressources naturelles et humaines, sous l'œil bienveillant de régimes mis en place ou soutenus.

La Françafrique se porte bien. Les instruments de l'impérialisme (FMI, Banque mondiale) ont mis en place les politiques d'ajustement structurel, ruinant les structures étatiques de nombreux pays anciennement colonisés, et intégré à leurs économies fragiles les règles du jeu faussées du marché mondial.

Au niveau politique, la France apporte son soutien aux entreprises colonialistes d'Israël contre le peuple palestinien, du Maroc contre le peuple sahraoui, aux aventures militaires des États-Unis qui sèment la mort dans les populations d'Irak et d'Afghanistan, sous couvert de lutte antiterroriste.

Le niveau idéologique n'est pas en reste, il sera abordé demain.

Michèle Decaster,

Secrétaire générale de l'Association française 'd'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique '(Afaspa).

22/2

http://www.humanite.fr/2010-02-22_Idees-Tribune-libre-Histoire_Michele-Decaster-En-cette-annee-du

Pièce jointe

Michel Staszewski - Israël-Palestine : Une paix juste passe par le rejet de tous les racismes.

Dans un conflit opposant deux communautés nationales, comme c'est le cas entre les Juifs israéliens et les Palestiniens, les préjugés de type raciste sont forcément présents. De part et d'autre. Il faut être de mauvaise foi pour prétendre qu'une des parties en présence en serait totalement indemne. Car dans un climat de violence omniprésente où les passions sont forcément exacerbées, la tentation est forte d'angéliser « les nôtres » et de diaboliser « les autres ».

Et ne sont pas seulement en cause les protagonistes directs que sont les Juifs israéliens et les Arabes palestiniens mais aussi ceux qui s'engagent sur cette question, quel que soit leur « camp ».

La recherche d'une paix juste, la seule qui puisse durer, **passe** pourtant **par la mise hors-la-loi du racisme**.

C'est pourquoi les partisans d'une telle paix doivent lutter résolument contre cette « maladie honteuse », non seulement chez les autres, mais aussi, et c'est sans doute plus difficile, contre le risque d'en être eux-mêmes « contaminés ». Le présent article se veut une contribution à cette lutte, sous la forme de réflexions qui devraient inciter le lecteur (dont j'imagine qu'il se sent concerné par le conflit en question et souhaite une paix juste) à la vigilance sur ce point.

Racismes

Dans cet article nous considérons le *racisme* dans le sens large où il est généralement utilisé à notre époque : il recouvre tout préjugé négatif ou toute action discriminatoire visant l'ensemble des membres d'un groupe humain

ethnique ou religieux dont on considère que les opinions et les comportements sont semblables car déterminés par leur appartenance à ce groupe.

Dans le conflit qui nous occupe les groupes victimes de préjugés et/ou de discriminations sont les Palestiniens, les Arabes (*arabophobie*), les musulmans (*islamophobie*) et les juifs, considérés soit en tant qu'adeptes de la religion juive (*judéophobie*), soit en tant que membres d'une ethnie, voire d'une « race » au sens biologique du mot (*antisémitisme*).

Le sionisme est-il raciste ?

Qu'est-ce que le sionisme ?

Pour le « Petit Robert » il s'agit d'un « *mouvement politique visant à l'établissement puis à la consolidation d'un Etat juif (la nouvelle Sion) en Palestine* »^{1[1]}. Denis Charbit a, pour sa part, réuni dans un volumineux ouvrage de nombreux écrits et discours émanant de penseurs et de dirigeants sionistes^{2[2]}. S'y manifeste à la fois la diversité de la pensée sioniste mais aussi ce qui fait son unité : « *Le programme commun admis par tous les courants dits sionistes découle en premier lieu d'une affirmation de principe essentielle : les Juifs constituent une nation.* » Sur cette base, le sionisme « *se résume, toutes tendances confondues, par :*

- 1) *L'aspiration au rassemblement national des Juifs sur un même territoire.*
- 2) *La revendication d'« Eretz Israël »^{3[3]} comme le lieu unique, nécessaire et désirable, de ce rassemblement (...).*
- 3) *La revendication d'un régime d'autonomie la plus large possible afin de permettre aux Juifs de déterminer leur destin collectif.*
- 4) *Enfin, l'adoption de l'hébreu comme langue de communication quotidienne entre les Juifs installés en Palestine »*

Notons cependant que de nombreux partisans déclarés du sionisme le présentent comme le « *mouvement de libération nationale du peuple juif* ». Sur base d'une telle définition, tout opposant au sionisme peut être taxé d'antisémitisme puisque opposé à la « libération des juifs ».

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19

Suite en pièce jointe : Michel Staszewski - Israël-Palestine : Une paix juste passe par le rejet de tous les racismes.